Nations Unies

S/PV.7822



Conseil de sécurité

Soixante et onzième année

Provisoire

7822e séance

Mercredi 30 novembre 2016, à 11 h 30

New York

Président :	M. Seck	(Sénégal)
Membres :	Angola	M. Lucas
	Chine	M. Wu Haitao
	Égypte	M. Aboulatta
	Espagne	M. Oyarzun Marchesi
	États-Unis d'Amérique	Mme Power
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Delattre
	Japon	M. Bessho
	Malaisie	Mme Adnin
	Nouvelle-Zélande	M. van Bohemen
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Rycroft
	Ukraine	M. Yelchenko
	Uruguay	M. Rosselli
	Venezuela (République bolivarienne du)	M. Suárez Moreno

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

16-40720 (F)







La séance est ouverte à 11 h 30.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les intervenants suivants à participer à la présente séance : M. Staffan de Mistura, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie; M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence; et M. Geert Cappelaere, Directeur régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de l'UNICEF.

M. de Mistura participe à la présente séance par visioconférence depuis Genève; M. O'Brien participe à la séance par visioconférence depuis Londres; et M. Cappelaere participe à la séance par visioconférence depuis Amman.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. de Mistura.

M. de Mistura : Je vous remercie beaucoup, Monsieur le Président, de me donner cette occasion d'intervenir.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Comme les membres le savent, je présenterai un exposé au Conseil de sécurité dans quelques jours, le 8 décembre. Ce jour-là, je pourrai développer les informations sur le processus politique global en Syrie, qui doit maintenir son élan, car, ainsi que nous l'avons toujours dit, nous ne pouvons pas simplement laisser les faits se produire sur le terrain; nous devons également maintenir constamment un élan politique.

Aujourd'hui, toutefois, concentrons-nous sur la crise à Alep. Comme le Conseil le sait et comme cela a déjà été indiqué, mon collègue du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Coordonnateur des secours d'urgence, M. Stephen O'Brien, et mon collègue, le Directeur régional de l'UNICEF, M. Geert Cappelaere, fourniront davantage de détails sur la tragédie humanitaire et la réponse de l'Organisation des Nations Unies, s'agissant en particulier d'Alep. En conséquence et pour ma part, en tout cas à ce stade, je suis à la disposition du Conseil pour répondre aux questions portant sur quelques points, car la parole doit véritablement être donnée à ceux qui s'occupent de l'aspect humanitaire et qui veulent s'en occuper.

Ces deux dernières semaines, les attaques terrestres et aériennes contre l'est d'Alep, mais aussi, pour être franc, les attaques contre l'ouest d'Alep, se sont intensifiées, aboutissant le week-end dernier à la prise, par les forces gouvernementales, de plusieurs districts dans la partie nord de l'est d'Alep, scindant ainsi en deux parties le plus grand bastion urbain de l'opposition. D'après les estimations, près de 40 % de la zone précédemment tenue par les groupes armés de l'opposition sont maintenant entre les mains des forces gouvernementales.

Ces derniers jours, des milliers de civils ont fui les quartiers de l'est d'Alep pour aller dans d'autres parties de la ville, et les premières informations indiquent que quelque 16 000 personnes ont été déplacées; en fait, ce chiffre augmente au fil des heures, comme M. Stephen O'Brien le dira au Conseil. Il est probable que des milliers d'autres personnes fuiront si les combats continuent de s'étendre et de s'intensifier au cours des prochains jours. J'ai donc vivement suggéré – et j'ai été informé que cela a maintenant été accepté par le Gouvernement – que M. Ali Al-Za'tari, le Coordonnateur humanitaire et Coordonnateur résident à Damas, avec le plus grand nombre possible de membres de l'équipe de pays internationale des Nations Unies, se rendent à Alep dans les plus brefs délais pour y rejoindre nos nombreux collègues, ressortissants du pays, qui ont déjà commencé à travailler au sein de l'équipe de pays pour prêter assistance à la population civile syrienne à Alep, aussi bien dans l'est que dans l'ouest de la ville.

La violence à Alep, pour dire vrai, n'est pas le fait d'une seule partie. Même si les attaques contre l'ouest d'Alep ne sont pas de la même ampleur, des attaques ont récemment été menées depuis l'est d'Alep contre des quartiers résidentiels de la partie ouest, y compris le bombardement d'une école, le 20 novembre, qui aurait tué 10 enfants et blessé de nombreux autres. Hier, M. Stephen O'Brien – nous étions ensemble à Bruxelles – a indiqué que quelque 25 000 personnes avaient été déplacées dans l'ouest d'Alep au cours des dernières semaines. D'autres points de la situation seront faits au Conseil; comme on peut le constater, le chiffre ne fait qu'augmenter.

Même si nous nous concentrons aujourd'hui sur Alep, nous devons nous souvenir que la guerre continue à Edleb, à Hama, à Waar, au nord de Lattaquié, dans la Ghouta occidentale, au nord-ouest de Damas et dans la Ghouta orientale. Chacune de ces zones mérite une description distincte, mais le thème essentiel demeure le même : la prédominance continue d'une stratégie militaire sur une stratégie politique, et le terrible prix payé dans le même temps par les civils.

Des dizaines de milliers de personnes se trouvent toujours dans des zones contrôlées par l'opposition à Alep, et vivent sous la menace constante découlant des combats en cours. D'autres sont en danger lorsqu'elles tentent de fuir les combats, en plus des dangers liés au fait de tenter de fuir en franchissant une ligne de front active. Nous avons reçu des informations fiables indiquant que, dans de nombreux cas, des groupes d'opposition ont de fait empêché des civils de quitter des zones sous leur contrôle. Nous sommes également préoccupés par le fait que, lorsqu'ils atteignent les zones contrôlées par le Gouvernement ou celles sous le contrôle des forces de défense syriennes, des civils auraient pu être détenus car on considérait qu'ils avaient vécu dans des zones contrôlées par l'opposition ou ayant des liens avec des groupes d'opposition armés. Des dizaines de milliers de civils, de toutes parts, ont donc besoin d'aide.

L'ONU doit être en mesure d'avoir accès à ceux qui sont dans le besoin, où qu'ils se trouvent, par tous les moyens et voies possibles, et sans conditions préalables. En bref, l'aide doit être apportée à ceux qui se trouvent à Alep et en dehors de la ville, et ceux qui sont partis doivent être protégés contre les représailles. Notre position sera immanquablement – comme elle l'a toujours été par le passé dans d'autres situations difficiles semblables – que l'ONU et ses partenaires doivent être autorisés et être prêts à acheminer l'aide humanitaire d'urgence dans toutes les parties de l'est d'Alep. C'est le principe. Si, par la suite, il n'est pas possible d'appliquer immédiatement cette mesure de manière globale et efficace, l'ONU ne doit toutefois pas hésiter à essayer d'aider toutes les personnes auxquelles elle peut avoir accès aujourd'hui, compte tenu des conditions actuelles. La priorité est d'atteindre les populations, celles dont on se préoccupe et pour lesquelles on s'inquiète et qui n'ont pas eu accès à l'aide humanitaire depuis juin.

Quand j'ai rencontré le Premier Ministre Al-Moualem à Damas le 20 novembre, j'ai abordé la question des attaques aériennes contre des hôpitaux dans l'est d'Alep, que le Secrétaire général a condamnées le jour même. J'ai publiquement proposé l'envoi d'une mission de vérification dans les parties est et ouest d'Alep pour évaluer les dégâts causés aux hôpitaux. Le Coordonnateur des opérations humanitaires à Damas fait la même proposition. Je réitère cet appel aujourd'hui au Conseil.

Je rappelle, Monsieur le Président, que le mois dernier, comme aucun autre plan ne pouvait faire cesser les violences, j'ai proposé une initiative politique pour Alep. Il ne s'agit pas vraiment d'une initiative humanitaire, mais d'une initiative globale distincte des propositions humanitaires. Elle nécessite la fin des violences, le départ des combattants du Front el-Nosra de l'est d'Alep et la préservation de l'administration locale – pas une séparation, pas une autonomie, pas un nouveau type d'administration, mais simplement la préservation de l'administration locale. Cela sera garanti par ceux qui ont le pouvoir de donner une telle garantie. Cette proposition, sous une forme ou une autre, est de fait examinée depuis maintenant au moins six semaines à Lausanne dans le cadre des réunions de suivi de certains des participants de la réunion initiale de Lausanne et dans le cadre d'autres discussions.

J'ai moi-même continué de défendre ces idées, y compris très récemment lors de ma visite à Damas et par des contacts avec l'opposition et les groupes d'opposition armés. Cette proposition est toujours valable, et est particulièrement applicable à la partie est d'Alep qui reste sous le contrôle de l'opposition armée dans laquelle El-Nosra est clairement présent. Si la situation sur le terrain évolue vite, il est désormais moins évident que cette proposition puisse être appliquée immédiatement mais elle en partie toujours valable : le départ d'El-Nosra, la fin des bombardements, l'accès humanitaire et la préservation – je le répète – de l'administration locale.

Je suis convaincu que le fait de contribuer à assurer le départ des combattants que le Conseil considère être des terroristes, El-Nosra, et qui restent à ce jour dans des zones de l'est d'Alep toujours contrôlées par l'opposition, doit être et pourrait être un résultat sur lequel tout le monde en Syrie et la communauté internationale pourrait encore s'entendre. J'exhorte donc les parties prenantes concernées à ne pas perdre de vue cette initiative concrète, qui reste valable, particulièrement durant cette période très délicate, quand les prévisions pourraient être que les combats dans l'est d'Alep peuvent continuer pendant des semaines, avec de nombreux effets collatéraux dramatiques. Cela peut également permettre d'épargner

des vies civiles innocentes et d'assurer la séparation des éléments terroristes d'autres groupes armés.

Comme je l'ai dit, je serai bref, et comme je l'ai dit, de nombreux éléments démontrent que la logique militaire domine actuellement des deux côtés. Le Conseil, au nom de la communauté internationale, doit appeler tous les belligérants et leurs parrains à garantir le plein respect du droit international humanitaire et la protection des civils à Alep. Mais ne nous trompons pas : aucun des faits militaires auxquels nous assistons ne laisse présager ce qu'on pourrait appeler une solution militaire stable, en cours d'exécution, permanente. En effet, toute solution durable à la tragédie syrienne, quand elle sera proposée, devra comprendre une formule pour la stabilité du pays afin de faire en sorte que la menace terroriste ne se pose plus et d'assurer le retour à ce qui pourrait être une Syrie stable. Je suis fermement convaincu qu'une telle formule ne peut être proposée sans un règlement politique négocié de la crise qui prévoie un mécanisme de partage du pouvoir et la mise en œuvre du programme présenté dans la résolution 2254 (2015). Je compte donc présenter en personne un exposé aux membres du Conseil la semaine prochaine, le 8 décembre, afin de donner plus de précisions sur les solutions possibles et celles qui devraient exister pour continuer de préconiser la réalisation d'un processus politique.

Le Président : Je remercie M. de Mistura de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. O'Brien.

M. O'Brien (*parle en anglais*) : Je me joins au Conseil de sécurité depuis les locaux de l'Organisation maritime internationale à Londres, et je tiens à remercier l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, de son exposé, dont le contenu coïncide avec celui de notre exposé d'hier au Parlement européen.

Depuis maintenant plus de cinq ans, l'ONU et l'ensemble des organismes humanitaires donnent l'alerte concernant les effets destructeurs du conflit en Syrie sur des millions d'hommes, de femmes et d'enfants ordinaires. Nous avons exhorté le Conseil de sécurité et la communauté internationale de s'unir pour faire en sorte que les civils et les infrastructures civiles soient protégés conformément aux obligations humanitaires et internationales de base, que l'accès soit autorisé pour fournir une aide humanitaire nécessaire pour la survie et que tous les efforts soient faits pour parvenir à un règlement politique du conflit. Nos appels, et les demandes et même les exigences du Conseil ont largement été ignorés.

Les parties au conflit en Syrie ont montré à maintes reprises qu'elles sont prêtes à prendre toute mesure ou à commettre tout acte leur permettant de s'assurer un avantage militaire, même si cela signifie tuer, mutiler ou assiéger des civils pour les soumettre. Il n'y a plus de limites ou de lignes rouges qui n'ont pas encore été franchies. Les règles de la guerre – les notions sacro-saintes nées de générations de leçons coûteuses et douloureuses et définies il y a plus de 150 ans, en 1864 pour être précis, dans la Convention de Genève du 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne – ont été systématiquement piétinées en Syrie.

C'est à Alep, plus que nulle part ailleurs, que la cruauté de cette guerre a été observée de manière sinistre. Alep, une des villes habitées en permanence les plus anciennes au monde, et la capitale de l'industrie de la Syrie, a été détruite de manière dangereuse ces cinq dernières années. Nous avons tous vu les images terribles de bombes et de mortiers qui, au cours des derniers jours, semaines et mois, se sont abattus sur des zones civiles, des maisons d'habitation, des écoles, des installations médicales, des stations d'eau et d'électricité et des marchés. Nous voyons constamment des images pénibles de personnes assassinées, ensanglantées et épuisées. Des bombardements et des pilonnages sont effectués sans répit au vu et au su de tout le monde, nuit et jour, jour après jour. Le siège s'est resserré, et les civils pris au piège se trouvent dans une situation désespérée. Ces attaques ne concernent pas uniquement l'est d'Alep mais ont également fait des morts et des blessés parmi les civils dans l'ouest d'Alep et ont endommagé des infrastructures civiles. Comme je l'ai déjà dit au Conseil, Alep représente le summum du catalogue d'horreurs qu'on observe en Syrie. Depuis longtemps, le peuple syrien vit un véritable et épouvantable cauchemar, qu'aucun être humain ne devrait endurer.

Suite à l'intensité des attaques qui ont pris pour cible les quartiers de l'est d'Alep ces derniers jours, des milliers de civils ont dû fuir vers d'autres quartiers de la ville. De nombreux civils auraient été tués au cours des quatre derniers jours. Aujourd'hui même, nous avons reçu des informations selon lesquelles des dizaines de personnes ont été tuées ce matin à la suite d'une seule attaque aérienne. On estime que dans l'est d'Alep, au moins 25 000 personnes ont dû quitter leurs foyers depuis samedi. Ce sont là les estimations

que vient de donner M. Staffan de Mistura, et je n'ai pas d'autres informations que celles que nous avons pu obtenir hier à peu près au même moment. Nous tiendrons le Conseil informé. Ce chiffre comprend environ 13 500 personnes – dont 60 à 70 % sont des femmes et des enfants – se trouvant dans un centre collectif et une usine de coton à Jibreen, une zone contrôlée par le Gouvernement dans l'est d'Alep; 500 personnes qui sont hébergées par des membres de leur famille dans l'ouest d'Alep; 8 500 personnes se trouvant dans des abris collectifs à Sheikh Maqsoud, une enclave kurde située au nord de la partie est de la ville d'Alep; ainsi que des dizaines de milliers de déplacés qui se trouvent dans l'est d'Alep.

Alors que les combats se poursuivent sans répit, la situation ne cesse d'évoluer et ces statistiques changent d'heure en heure. Il est probable que des milliers d'autres personnes s'enfuiront si les combats se propagent et s'intensifient au cours des prochains jours. Le Croissant-Rouge arabe syrien et les partenaires humanitaires locaux soutenus par les Nations Unies répondent aux besoins des familles déplacées à Jibreen, à Sheikh Maqsoud et ailleurs. Ils préparent des repas chauds et du pain pour les familles, fournissent une assistance médicale aux malades et aux blessés, assurent l'approvisionnement en eau potable et distribuent des produits sanitaires et des trousses d'hygiène ainsi que d'autres articles de première nécessité comme les couvertures et les matelas.

Les Nations Unies ont prépositionné des stocks à l'appui de ces interventions, notamment des articles non alimentaires pour 45 000 personnes; de l'eau, des produits sanitaires, d'hygiène et de nutrition pour 80 000 personnes; et des produits alimentaires pour 150 000 personnes. Ces stocks peuvent être reconstitués en 48 heures à partir du centre d'activité des Nations Unies à Homs et ailleurs, le cas échéant. Il est donc impératif que le Gouvernement syrien nous autorise à déployer tout le personnel international et national essentiel à Alep, en toute sécurité et sans restrictions excessives, afin que nous puissions répondre efficacement à ces besoins croissants et lever les préoccupations des civils liées à la protection.

Force est de reconnaître que même si certaines personnes ont pu fuir les combats, beaucoup de gens sont passés d'une situation terrifiante à une situation qu'ils considèrent comme tout aussi terrifiante. En plus des dangers auxquels sont exposées les personnes qui essaient de fuir en franchissant des lignes de front actives, nous avons également reçu des informations selon lesquelles des groupes armés non étatiques empêchent les civils de quitter les zones sous leur contrôle. Il y a également de graves préoccupations ayant trait à la protection. En effet, les civils soupçonnés d'être affiliés ou associés à des groupes armés non étatiques, y compris des travailleurs humanitaires, risquent d'être arrêtés ou détenus arbitrairement. En outre, des dizaines de travailleurs humanitaires sont pris au piège à Alep. Ils ont fait preuve d'héroïsme en venant au secours des civils et sont maintenant en train de perdre la vie. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, trois membres du personnel de santé ont été tués, en plus de nombreux autres médecins, personnels de santé et civils syriens.

Comme nous avons pu le constater auparavant, sur tout le territoire syrien et tout au long du conflit, des hommes, des femmes et des enfants ont été systématiquement arrêtés aux postes de contrôle tenus par le Gouvernement avant d'être transférés dans l'une des dizaines de centres de détention officiels ou secrets contrôlés par le Gouvernement. Bien souvent, ils sont détenus au secret et indéfiniment et sont exposés à des risques de torture, de mauvais traitements, d' exécutions extrajudiciaires ou de disparition.

J'appelle toutes les parties au conflit à observer et à respecter le droit international humanitaire. Je rappelle à toutes les parties au conflit que les civils et les personnes hors de combat doivent être respectés et protégés en tout temps. Les civils doivent être évacués en toute sécurité, volontairement et vers un lieu qu'ils ont choisi. Les parties doivent garantir aux organisations humanitaires un accès sûr et sans entrave pour qu'ils puissent fournir une aide vitale aux personnes déplacées, identifier les menaces liées à la protection et y remédier. Enfin, il est impératif que tous les déplacés puissent regagner leurs foyers, volontairement, en toute sécurité et dans la dignité, dès que la situation le permettra.

Je suis extrêmement préoccupé par le sort des civils qui se trouvent toujours dans les zones assiégées dans la ville d'Alep. Cela fait maintenant près de 150 jours que ces personnes sont assiégées et la plupart d'entre elles n'ont pas les moyens leur permettant de survivre pour longtemps. Des combats intensifs et les frappes aériennes se poursuivent, faisant des victimes et des blessés parmi les civils. À l'heure actuelle, à la suite des bombardements et des pilonnages, tous les hôpitaux ont été touchés directement à plusieurs reprises, et aucun hôpital ne fonctionne comme il faut dans la ville d'Alep, à l'exception d'une unité de traumatologie.

Tous les autres établissements qui fournissent des soins médicaux primaires n'ont que des capacités minimales. Ils ne disposent pas de capacités de traumatologie, ce qui fait que la plupart des civils blessés n'ont pas accès aux traitements les plus élémentaires. Étant donné qu'il y a peu d'ambulances, voire aucun, nous recevons des informations indiquant que des civils blessés sont transportés vers les installations médicales sur des wagons de légumes. L'accès à l'eau potable est limité. Les populations sont obligées de fouiller dans les stocks humanitaires des Nations Unies à la recherche de produits alimentaires, alors que les prix des denrées alimentaires de base et du carburant – qui se raréfient – ont atteint des niveaux inaccessibles pour la plupart des civils qui se trouvent toujours dans ces zones. Les gens sont pris au piège et terrifiés. Le temps leur est compté.

Tout comme nous sommes prêts à venir en aide à toutes les personnes déplacées, l'ONU et ses partenaires sont prêts à assister et à évacuer immédiatement les civils qui se trouvent dans les zones assiégées de l'est d'Alep, conformément au plan humanitaire en quatre points que nous essayons de mettre en œuvre depuis le début de novembre. De plus, des camions chargés de fournitures humanitaires sont prêts à acheminer l'aide humanitaire dans la partie est d'Alep à partir de la Turquie et de la partie ouest d'Alep. Au nom de l'humanité, nous appelons et nous exhortons les parties et tous ceux qui ont une certaine influence à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger les civils et garantir l'accès aux zones assiégées de la partie est d'Alep avant qu'elle ne se transforme en un énorme cimetière.

Les bombardements aveugles touchent également des zones habitées par des civils dans l'ouest d'Alep, faisant des morts et des blessés parmi eux. Comme je l'ai indiqué au Conseil la semaine dernière (voir S/PV.7817), des infrastructures civiles, y compris des écoles et des installations médicales, ont également été détruites. Depuis le mois de juillet, dans l'ouest d'Alep, environ 70 000 personnes ont dû quitter leurs foyers suite aux combats et aux bombardements aveugles. Dans l'ensemble, les Nations Unies estiment qu'il y a actuellement au moins 400 000 personnes dans l'ouest d'Alep. L'ONU, le Croissant-Rouge arabe syrien et d'autres partenaires continuent de répondre aux besoins des déplacés qui se trouvaient déjà dans l'ouest d'Alep, ainsi que de la vague de nouveaux déplacés venus de la partie est d'Alep ces derniers jours.

Alors que le monde suit avec attention les événements en cours à Alep, il y a 700 000 autres personnes qui se trouvent dans d'autres zones assiégées à travers le pays, principalement dans les zones rurales de Damas, entourées de forces gouvernementales. L'hiver approche, et ces personnes sont prises au piège et pétrifiées. Elles suivent de près les événements terrifiants en cours à Alep en se demandent si ce sera bientôt leur tour. Il est peut-être trop tard pour beaucoup d'habitants de la partie est d'Alep, mais je suis convaincu que les membres du Conseil peuvent unir leurs forces, mettre fin à cette brutalité et éviter à d'autres Syriens de connaître le même sort. Eux comme nous avons besoin de trois choses avant tout : premièrement, une protection et un respect véritables des civils et des infrastructures civiles; deuxièmement, un accès humanitaire sûr, rapide et sans entrave; et, troisièmement, un arrêt définitif des sièges brutaux.

Ces exigences ne sont ni nouvelles ni compliquées, elles sont des aspects communs de l'humanité autour desquels nous avons tous la responsabilité de nous rassembler. Les parties qui ne peuvent ou ne veulent pas honorer leurs obligations fondamentales doivent savoir qu'elles seront un jour amenées à rendre des comptes. J'ajoute qu'à chaque occasion où je défends les personnes prisonnières de cette crise, la question qui m'est le plus souvent posée par les hommes politiques, les personnes touchées et les journalistes est la suivante : « Comment se fait-il que le Conseil de sécurité ne soit pas capable de s'unir pour mettre un terme à ces souffrances? »

Le peuple syrien a beaucoup trop souffert et depuis bien trop longtemps. Les organismes humanitaires des Nations Unies, le Croissant-Rouge arabe syrien et les organisations non gouvernementales partenaires font tout ce qu'ils peuvent pour répondre à ses besoins. Cependant, comme nous l'avons dit à maintes reprises, le règlement de cette crise ne dépend pas de nous. Plus que tout, j'exhorte tous les membres du Conseil à œuvrer à un règlement politique afin que nous puissions donner un semblant d'espoir aux millions de familles syriennes qui n'arriveront pas à dormir cette nuit, mais qui souffriront de la faim et de maladies et craindront pour leurs vies.

Le Président : Je remercie M. O'Brien de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole à M. Cappelaere.

M. Cappelaere (*parle en anglais*) : Je suis reconnaissant de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole au Conseil de sécurité aujourd'hui pour parler du sort pénible des enfants syriens. Dire que

leur situation est tragique reviendrait à sous-estimer la réalité. De fait, il est difficile de trouver des paroles pour décrire exactement les horreurs que subissent les enfants syriens au quotidien. Des dizaines de milliers d'enfants ont déjà été tués. Ils sont des millions à avoir été arrachés à leurs foyers, dont certains plus d'une fois. Ils sont trop nombreux à être privés de soins médicaux essentiels ou d'eau potable. Ils sont trop nombreux à avoir vu mourir leurs proches et à avoir été témoins de la destruction de lieux qu'ils croyaient sûrs : leurs maisons, leurs écoles, leurs terrains de jeux et leurs hôpitaux. Pour dire les choses simplement, les enfants syriens sont pris au piège et vivent un cauchemar éveillé. Nous devons nous poser la question suivante : Quelle enfance reste-t-il aux garçons et aux filles en Syrie?

Nous venons d'entendre de la bouche de mon collègue, M. Stephen O'Brien, à quel point les derniers jours ont été catastrophiques pour la population d'Alep. Alors que nous suivons l'évolution de la situation sur place, je voudrais que nous prenions un moment pour imaginer la vie à travers le regard d'un enfant pris au piège de cette situation tragique. Si vous étiez un garçon ou une fille vivant à Alep aujourd'hui, où vous tourneriez-vous pour trouver du réconfort et de l'espoir au milieu des bombes? Déterminés à apprendre, vous iriez à l'école aussi souvent que vos parents vous autoriseraient à quitter la maison, mais vous ne sauriez jamais si vous reviendrez. Il vous serait difficile, à vous un enfant, de vous concentrer parce qu'il fait froid et que vous ne dormez pas bien, hantés par des cauchemars et par la faim. Les enfants se demandent ce qui se passe. Les enfants se demandent pourquoi personne ne fait plus pour que leur cauchemar s'arrête.

Amir, un garçon de 5 ans, est un de ces enfants. Notre équipe l'a rencontré à Alep très récemment. Lui et sa sœur jouaient dehors lorsque leur maison a été bombardée. Sa sœur a été blessée au visage et à l'œil, et Amir a été sévèrement brûlé sur tout le corps. Il a dû subir deux opérations douloureuses pour remplacer sa peau brûlée dans un des tout derniers établissements de santé d'Alep. Aussi dur que cela puisse paraître, Amir a eu de la chance. Un trop grand nombre d'enfants n'en ont pas autant.

Dans l'ouest d'Alep, nous avons rencontré un père qui vit avec le traumatisme et le profond regret d'avoir tout simplement laissé ses filles de huit et 10 ans aller à l'école. Elles ont quitté leur logement de fortune un matin avec leurs cartables sur le dos. Seuls leurs corps sans vie ont été restitués après qu'une bombe fut tombée sur leur salle de classe. Mes collègues de l'UNICEF ont à peine pu croiser le regard de ce père dont la peine est si grande.

Comme le Conseil l'a entendu dire la semaine dernière, le système de santé dans l'est d'Alep est en train de s'effondrer. Les médecins sur le terrain ont dit à l'UNICEF que les enfants dont les chances de survie sont faibles sont tout simplement laissés mourir du fait du manque de capacités et de matériel.

La violence doit s'arrêter. Rien ne justifie les massacres aveugles de civils, en particulier d'enfants. Les parties au conflit doivent protéger les civils, plus encore les enfants, et ouvrir un accès immédiat aux organismes humanitaires pour leur permettre de fournir une assistance vitale. L'UNICEF, en collaboration avec ses partenaires, se tient prête à répondre immédiatement dès qu'une pause humanitaire sera décidée.

Au-delà de la triste situation à Alep, nous estimons que quelque six millions d'enfants syriens ont besoin d'une aide humanitaire. Plus de deux millions de ces enfants vivent dans des zones difficiles d'accès, auxquelles les organismes humanitaires n'ont pas accès régulièrement. Près d'un demi-million d'enfants vivent dans des zones assiégées, coupés de l'aide humanitaire et des services de base pendant des mois de suite. Certains de ces enfants vivent en état de siège depuis deux ans. L'UNICEF et ses partenaires s'efforcent au quotidien de fournir une assistance de qualité aux enfants les plus vulnérables dans toute la Syrie. Je saisis cette occasion pour rendre hommage à tous les travailleurs humanitaires courageux qui se trouvent sur les lignes de front pour secourir les enfants syriens.

Lorsque l'accès est ouvert, nous pouvons accomplir de grandes choses. Rien que durant le mois d'octobre, l'UNICEF et ses partenaires ont eu accès à 2,9 millions de Syriens qui avaient besoin d'une aide d'urgence, dont près de 350 000 dans des zones assiégées et difficiles d'accès. Depuis janvier, plus de 3 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans ont été vaccinés dans des campagnes contre la polio. Des fournitures pour un « Retour à l'école » sont parvenues à près de 3 millions d'enfants. L'entretient urgent des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement a permis que des millions de personnes aient accès à l'eau potable. Et des compléments nutritionnels essentiels sont parvenus à près de 300 000 enfants dans des régions assiégées et difficiles d'accès grâce aux convois interinstitutions. En œuvrant de concert avec nos partenaires, nous pouvons – et nous l'avons

fait – rendre la vie des enfants syriens un tout petit peu plus supportable. Malheureusement, toutefois, nous échouons souvent – non pas par absence de volonté ou de préparation. Ces enfants, qui nous attendent, se demandent pourquoi.

Les écoles sont la cible d’attaques incessantes partout dans le pays. Cette année a été particulièrement catastrophique pour l’éducation. Depuis le début de 2016, l’Organisation des Nations Unies a fait état de 84 attaques contre des écoles en Syrie, dans lesquelles au moins 69 élèves ont perdu la vie et plusieurs autres ont été blessés. Partout dans le pays, plus de 7000 écoles ne sont plus fonctionnelles parce qu’elles sont détruites ou endommagés ou abritent des familles déplacées, ou parce qu’elles sont utilisées à des fins militaires. Aujourd’hui, 1,7 million d’enfants en Syrie ne vont pas à l’école.

Dans les zones les plus gravement touchées, l’eau potable est soit rare soit trop chère. Dans les abris collectifs et chez les ménages accueillant des familles déplacées, les toilettes doivent être partagées par des dizaines de personnes et les conditions sanitaires sont déplorables. Un tiers seulement des eaux usées en Syrie sont actuellement traitées. La violence a détruit l’infrastructure d’adduction d’eau et, dans certains cas, les parties au conflit ont délibérément couper l’approvisionnement en eau comme tactique de guerre. Cette année, l’UNICEF a indiqué que l’eau a été coupée à Alep pendant 48 heures.

Depuis le début du conflit, partout en Syrie les familles ont fait état de graves violations contre leurs enfants – perpétrées par toutes les parties. La Représentante spéciale du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé a régulièrement tenu le Conseil informé de ces violations. L’ONU a vérifié 1500 violations rien qu’en 2015, notamment des meurtres, des mutilations, le recrutement et l’utilisation d’enfants par les parties au conflit, des enlèvements, des attaques contre les écoles et les hôpitaux et le refus d’accès humanitaire. Aussi terrifiants qu’ils soient, ces chiffres ne représentent que les cas vérifiés. Imaginons seulement combien d’autres restent non signalés ou non confirmés.

À mesure que la violence continuera de s’intensifier à Alep, les enfants continueront de payer le prix lourd. Ces enfants demandent pourquoi leurs proches sont morts. Les pères et les mères à Alep se sentent impuissants à nourrir leurs enfants alors que les prix des denrées alimentaires et d’autres produits de base ont quasiment doublé, exposant leurs enfants à un sérieux risque de malnutrition. La violence, les déplacements et les barrages routiers signifient que les enfants ne peuvent plus avoir accès à des soins de santé vitaux. Chaque barrage routier traversé présente un ensemble de risques pour les enfants : celui d’être exploités, celui d’être recrutés, ou simplement celui d’être pris entre deux feux.

Nous avons tous vu les images d’hommes et de femmes courageux sortant des corps de bébés des décombres, de bébés retirés des incubateurs à cause d’attaques contre les hôpitaux; de petits garçons et de petites filles, blessés pour la plupart, appelant à l’aide ou morts. Hier, beaucoup d’entre nous ont vu la fille portant un manteau rose, s choquée, terrifiée et confuse en plein pilonnage – cherchant son père, qu’elle a perdu dans le chaos et les ravages causés par la violence. Les enfants se demandent pourquoi; nous demandons pourquoi.

Cette spirale dévastatrice doit cesser. Aujourd’hui, tous les Syriens âgés de moins de 5 ans n’ont rien connu d’autre dans leur vie que la guerre. Jusqu’à il y a peu, plus de 90 % d’entre eux allaient à l’école, presque tous les enfants étaient vaccinés régulièrement et la malnutrition était quasi inexistante. La Syrie était l’un des tout premiers pays arabes à ratifier la Convention relative au droit de l’enfant. La protection des enfants doit être, en tous temps, notre priorité absolue. Nous avons trahi leur confiance ces six dernières années et nous continuons de ne pas nous montrer à la hauteur des attentes des enfants en Syrie. Notre échec ne met pas en péril que la vie des enfants, mais aussi l’avenir du pays, de la région et du monde entier.

L’UNICEF et ses partenaires continueront de tout faire pour fournir une assistance aux enfants et aux familles en Syrie, où qu’ils puissent se trouver. À cet égard, je saisis cette occasion pour remercier l’Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, M. Stafan de Mistura, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d’urgence, M. Stephen O’Brien, de leur appui et de leur volonté sans failles de nous aider à atteindre ceux qui sont dans le besoin.

Soyons clairs : tant que se poursuivra la violence en Syrie, les enfants continueront d’y souffrir. L’UNICEF appelle de nouveau les parties à lever les sièges imposés partout en Syrie, et à autoriser et à faciliter un accès humanitaire immédiat, sans conditions et durable à toutes les régions du pays. Nous demandons aux parties de respecter l’obligation qui leur est faite de protéger les

enfants. Ce sont nos enfants; c'est notre avenir. Leur sort dépend d'elles. Tant que les armes ne se seront pas tues et qu'elles ne resteront pas silencieuses, les enfants en Syrie continueront de nous demander pourquoi.

Le Président : Je remercie M. Cappelaere de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil.

M. Rycroft (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Que faudra-t-il? La Syrie est en plein milieu d'un conflit terrible et le pire reste à venir. Le Royaume-Uni et la France ont demandé la tenue de cette séance urgente, car la gravité de la crise que connaissent l'est d'Alep et d'autres zones assiégées a atteint aujourd'hui de nouveaux niveaux, comme les trois intervenants qui ont présenté des exposés l'ont clairement décrit. L'histoire dira qu'il s'agit peut-être du plus terrible conflit de notre temps.

Nous avons déjà connu l'horreur. Nous et ceux qui ont occupé avant nous ces mêmes sièges avons déjà adopté collectivement 2321 résolutions – 2321 décrets de la plus haute autorité mondiale en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous avons déployé des soldats de la paix dans des zones de guerre. Nous avons enrayé des conflits. Nous avons surmonté d'énormes obstacles, nous avons mis un terme aux clivages, et nous répondons à l'appel de l'humanité depuis sept décennies consécutives. Pourtant, s'agissant de la Syrie, nous voici réunis dans cette salle aujourd'hui, et, après plus de cinq années de combats ayant conduit à la mort de près d'un demi-million de personnes, après que 11 millions de personnes ont été déplacées, tandis qu'un million d'autres sont assiégées, le Conseil de sécurité est absolument incapable d'agir. Stephen O'Brien nous demande pourquoi; la réponse est simple. À maintes reprises, la Russie a usé de son veto afin d'empêcher le Conseil de sécurité de trouver l'unité dont il avait besoin pour mettre fin à cette guerre. Alors, de nouveau, je demande : que faudra-t-il pour que l'on agisse?

J'ai rencontré des membres de la société civile syrienne; j'ai rencontré des groupes d'aide impartiaux – le Comité international de la Croix-Rouge, Médecins Sans Frontières; j'ai rencontré des médecins qui traitaient les blessés dans des hôpitaux de fortune à Alep, et ils ne m'ont rien dit que nous n'attendions pas : les bombes sont directement responsables du plus grand nombre de morts. Pour mettre fin aux morts, il faut mettre fin aux bombardements. Mais ces chiffres ne représentent que les morts que nous pouvons recenser aujourd'hui. C'est difficile à imaginer, mais l'horreur qui couve sous la surface est encore pire – et il s'agit d'une horreur dont l'ampleur pourrait même être encore plus grande : une agonie lente et douloureuse.

Voilà de quoi les Nations Unies parlent lorsqu'elles nous font le point de la situation dans les zones assiégées en Syrie. Les sièges sont désormais un sujet de discussion régulier lorsque le Conseil consacre un débat à la Syrie. Nous ne saurions qualifier un siège de phénomène courant, de simple réalité, en somme. Les sièges font peut-être régulièrement partie du conflit en Syrie, mais ils n'ont rien d'ordinaire. De fait, il s'agit de faire délibérément mourir les populations de faim, et de leur refuser délibérément des soins médicaux. Le régime syrien et la Russie sont en train d'exécuter un plan qui a poussé 1 million de personnes dans une situation de siège. Et le verbe « exécuter » est particulièrement bien choisi parce que, s'ils ne changent pas leur politique et leur état d'esprit, c'est exactement de ça qu'il s'agira : l'exécution lente, douloureuse et amère d'un million de Syriens, non accessibles aux convois d'aide et coupés du monde.

L'ONU s'est dotée d'un plan d'aide. Il ne s'agit pas d'un plan d'opposition. Il ne s'agit pas d'un plan conçu pour aider un camp au détriment de l'autre. Le seul but de ce plan est de sauver des vies et d'atténuer les souffrances. Comme l'a dit Stephen O'Brien, les convois d'aide sont prêts à rouler mais ils doivent obtenir les autorisations requises auprès du régime – des autorisations qui leur ont été systématiquement refusées. C'est de l'ONU que nous parlons – l'Organisation impartiale vers laquelle se tourne le monde dans les situations les plus graves. La Russie est un membre de premier plan de l'ONU; elle est un acteur crucial dans toute solution au conflit syrien. Pourquoi donc la Russie et le régime syrien ne peuvent-ils pas adhérer au plan d'aide de l'ONU?

D'abord, ils ont prétendu que c'était à cause du terrorisme. Puis on leur a rappelé que 100 000 enfants ne pouvaient pas être des terroristes. Alors ils ont dit que c'était à cause de l'opposition. L'opposition a maintenant accepté le plan de l'ONU pour l'est d'Alep. Quelle excuse nous donneront-ils donc aujourd'hui? Qu'est-ce qui peut bien justifier le recours à la tactique médiévale du siège? Qu'est-ce qui peut bien justifier les bombardements constants – avec des bombes larguées à un rythme inquiétant sur des maisons pleines d'enfants et de familles. Qu'est-ce qui peut bien justifier l'aval

sans cesse accordé à des crimes de guerre? La ville ancienne d'Alep que nous connaissons est sur le point d'être rayée de la carte. Aujourd'hui, nous essayons d'accéder à ceux qui restent; demain, il n'y aura peut-être plus d'Alep dans laquelle entrer. Si cette éventualité se concrétise, les prétextes du régime syrien et de la Russie auront alors joué un rôle majeur. Je veux être le plus clair possible sur ce qui doit se produire à Alep.

Premièrement, il faut un cessez-le-feu immédiat pour arrêter les bombes, afin de donner un répit aux civils et permettre l'accès humanitaire. Deuxièmement, à l'instar de ce qu'ont fait les groupes d'opposition armés, la Russie et le régime doivent accepter de coopérer au sujet du plan humanitaire en quatre points de l'ONU. Troisièmement les civils qui veulent quitter la ville doivent pouvoir le faire en toute sécurité pour se rendre dans la zone de leur choix, sous la protection d'observateurs impartiaux. Selon les informations qui nous parviennent aujourd'hui, le régime syrien bombarde les familles syriennes qui fuient Alep à pied avec toutes leurs possessions. J'appelle la Russie et le régime à promettre devant le Conseil aujourd'hui que les civils qui quittent Alep ne seront pas attaqués. Prendre délibérément les civils pour cible dans de telles circonstances constituerait un crime de guerre, et nous veillerons à ce que leurs auteurs en répondent.

Il n'y a pas de mots pour décrire ce qui est en train de se produire à Alep. On nous parle de l'un des cercles de l'enfer, d'une zone de destruction, d'un cimetière géant. Dans cette zone de destruction, dans ce cercle de l'enfer se trouvent 100 000 enfants. Nous en parlons depuis suffisamment longtemps. Nous avons tous vu les gros titres, les images et les vidéos. Il suffit de nous rappeler le dernier visage de civil syrien que nous ayons vu. Le comble de l'horreur est qu'un trop grand nombre d'entre eux finira au rang de statistique; qu'ils en font peut-être déjà partie. Une unité de plus dans le nombre de morts, un visage de plus dans les comptes rendus de situation de l'ONU sur les populations qui meurent de faim à Alep; une statistique de plus dans de gros titres du genre « Sept enfants morts dans le bombardement d'une école ». Nous nous sommes accoutumés à la création de ces statistiques, et nous devons briser cette accoutumance.

L'Égypte, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne ont rédigé un projet de résolution très raisonnable, qui appelle à un cessez-le-feu de 10 jours, durant lequel les bombardements seront arrêtés et l'aide sera autorisée à passer. Ce texte doit être mis aux voix le plus rapidement possible. Si ce n'est pas aujourd'hui, j'appelle le Conseil à se réunir avant la fin de la semaine pour examiner la situation à Alep et pour que nous puissions adopter rapidement ce projet de résolution, afin d'instaurer un cessez-le-feu et d'appliquer le plan humanitaire des Nations Unies dans son intégralité.

M. Delattre (France) (*parle en anglais*) : Je souhaite remercier la présidence sénégalaise d'avoir organisé, à la demande de la France et du Royaume-Uni, la présente séance d'urgence du Conseil de sécurité sur la situation à Alep. Je souhaite également remercier de leurs interventions l'Envoyé spécial pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Stephen O'Brien, et le Directeur régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, M. Geert Cappelaere.

Le 15 novembre, le régime d'Assad et ses soutiens ont engagé sur Alep-Est une nouvelle offensive terrestre qui s'est intensifiée le 26 novembre. Cette offensive massive – aérienne également – a abouti à la prise de la moitié de la zone tenue par l'opposition. Son bilan s'élève à au moins – au moins – 225 morts civils, dont 27 enfants. Plus de 20 000 personnes ont été déplacées du fait des combats, et plus de 200 000, au bas mot, demeurent prises au piège. La situation humanitaire – cela a été dit – est tout simplement dramatique.

Les zones encore contrôlées par l'opposition ne disposent plus d'infrastructures sanitaires opérationnelles, les hôpitaux d'Alep-Est ayant été bombardés sans répit. Les réserves de nourriture d'urgence des Nations Unies sont épuisées depuis plus de 10 jours et l'accès à l'eau potable est insuffisant pour l'ensemble de la population. Alep, cette ville millénaire où ont fleuri plusieurs des plus brillantes civilisations, est en train de sombrer sous nos yeux.

Chacun d'entre nous est conscient de la logique d'un extrême cynisme et d'une extrême brutalité qui préside à l'offensive en cours du régime syrien à Alep, et qui est bien une stratégie de guerre totale. Le régime ne fait d'ailleurs pas mystère de son objectif. Mais même la guerre a des règles, établies notamment par les Conventions de Genève, et qui s'appliquent en tout temps et en tous lieux. Ces règles, c'est le respect du droit international humanitaire, et en particulier la protection des populations civiles. C'est l'interdiction faite à tout belligérant de cibler délibérément des zones où vivent des civils et des acteurs humanitaires, de procéder à des attaques indiscriminées, d'entraver

l'assistance humanitaire et les évacuations médicales, et d'utiliser la famine comme arme de guerre. Ces principes élémentaires de droit et de morale sont constamment bafoués par le régime et ses soutiens, qui se sont montrés prêts à tout pour reprendre le contrôle de la ville et briser la résistance des insurgés. Dans cette équation implacable, dans cet acharnement systématique, la population civile d'Alep-Est n'est même pas un paramètre. Alep-Est est la double victime d'un déluge de feu et d'un siège digne du Moyen-âge. L'un et l'autre, qui ciblent les civils, y compris les hôpitaux et le personnel médical, sont constitutifs de crimes de guerre.

Au cours des dernières semaines, la France n'a eu de cesse de marteler un même message, d'exiger du régime et de ses soutiens qu'ils cessent cette offensive et toutes les attaques indiscriminées, et qu'ils permettent enfin à l'assistance humanitaire d'accéder sans délai à la population d'Alep-Est. Il s'agit prioritairement de fournir assistance et protection aux populations civiles, à celles qui veulent rester comme à celles qui veulent partir. Ceux qui veulent partir doivent pouvoir le faire mais aussi choisir la zone vers laquelle ils souhaitent aller. Aujourd'hui ils sont terrifiés à bon droit : par les frappes qui tuent ceux qui tentent de fuir, par les massacres de ceux qui sont passés dans les zones contrôlées par le régime, et par les camps dans lesquels ils ont été parqués.

Aujourd'hui, nous constatons que le Conseil n'a, une nouvelle fois, pas été en mesure de trouver un accord pour sauver la population d'Alep-Est. Le projet de résolution franco-espagnol, puis le projet néo-zélandais et enfin le projet des plumes « humanitaires », toutes les initiatives de ce Conseil pour sauver les civils d'Alep se sont heurtées à la même fin de non-recevoir de la Russie.

C'est pourquoi la France demande une nouvelle fois à ceux des membres du Conseil qui sont engagés dans les combats et qui ont de l'influence sur le régime, je pense notamment à la Russie, de peser de tout leur poids pour rompre l'engrenage en cours – un engrenage dont le legs sera un pays dévasté, promis à des décennies d'instabilité, de violence et de terrorisme. En cela, il faut le souligner, la politique de guerre totale menée actuellement est aussi une erreur stratégique.

En effet, Monsieur le Président, ne nous y trompons pas : le drame d'Alep n'est pas le chemin douloureux par lequel il faudrait passer pour obtenir enfin la stabilisation de la Syrie, autour d'une Syrie dite « utile » reconstituée. Non. Le drame d'Alep marque un palier de plus dans la descente vers l'abîme qu'est la tragédie syrienne. Au bout de cette chute, de ces enfants déchiquetés par les bombes ou défigurés par la faim, il y a la promesse d'un conflit sans fin dont les groupes terroristes seront naturellement les premiers bénéficiaires.

La tragédie d'Alep nourrit mécaniquement la radicalisation et donc le terrorisme. En cela, elle est bien un cadeau de feu et de sang fait au terrorisme. En cela aussi, la comparaison entre Alep aujourd'hui et le Guernica de la guerre d'Espagne est hélas pertinente. Alep est à la fois une tragédie humanitaire de très grande ampleur, l'épicentre du pire drame humanitaire depuis le début du XXIème siècle, mais aussi un trou noir qui aspire et détruit toutes les valeurs qui sont celles des Nations unies, et enfin la promesse de terribles drames à venir. C'est dire combien pour la France qui, avec d'autres, a été victime du terrorisme et reste soumise à sa menace, Alep est au cœur d'un enjeu qui touche si profondément à nos valeurs mais aussi à nos intérêts – y compris à nos intérêts de sécurité. À Alep, le drame humanitaire et le risque terroriste, l'horreur et la terreur sont les deux faces de la même médaille.

Au nom de la France, je voudrais donc souligner à nouveau l'urgence absolue de mettre un terme aux bombardements et à la guerre, de protéger les civils et de rechercher ensemble les voies d'un règlement politique, car c'est la seule issue possible à ce conflit. C'est dans cet esprit que le Ministre français des affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, organisera à Paris le 10 décembre prochain une réunion ministérielle associant ceux qui refusent la stratégie actuelle de guerre totale et souhaitent relancer d'urgence une solution négociée.

Tel est l'appel qu'au nom de la France je voudrais lancer aujourd'hui. C'est un appel à l'action, et donc à nous unir sur des objectifs communs. Sachons assumer ensemble nos responsabilités. En plus de tout le reste, c'est bien la crédibilité du Conseil de sécurité qui est engagée, et qui est lourdement engagée, dans le drame syrien.

M. Oyarzun Marchesi (Espagne) (*parle en espagnol*) : Les organismes humanitaires ne peuvent pas entrer à Alep. Ils se heurtent à d'énormes difficultés pour entrer dans de nombreuses régions de la Syrie et ne peuvent tout simplement pas faire leur travail. C'est la conclusion très claire que j'ai tirée aujourd'hui des exposés de l'Envoyé spécial Staffan de Mistura, du Secrétaire général adjoint Stephen O'Brien et de M. Geert Cappelaere. C'est pourquoi je voudrais également

remercier le Royaume-Uni et la France d’avoir demandé que se tienne cette séance d’urgence aujourd’hui. Malheureusement, ce que nous devons noter est un double échec du Conseil de sécurité : premièrement, parce qu’il n’a pas été en mesure d’instaurer la paix et la sécurité en Syrie et, deuxièmement, parce qu’il s’est montré incapable de faire respecter le droit international humanitaire.

Les chiffres sont instructifs. Il n’y a plus de nourriture depuis le 14 novembre, et nous avons maintenant 100 000 enfants se trouvant dans une situation qui est plus que désespérée, des enfants qui sont tout simplement l’avenir de la Syrie, car il faudra reconstruire ce pays, et ce sont les enfants d’aujourd’hui qui représenteront la Syrie de demain. Nous, les membres du Conseil, savons tous que l’Espagne, de concert avec la Nouvelle-Zélande et l’Égypte, a travaillé sur la question humanitaire en Syrie, un travail pour lequel nous assumons une entière responsabilité et que nous essayons d’accomplir dans la plus grande transparence. Nous travaillons sur un plan visant à rapprocher les positions des membres du Conseil sur la question. Ce n’est pas un examen, c’est un exercice de rapprochement. Nous espérons qu’il sera toujours possible de parvenir à un accord.

Je voudrais conclure en rappelant quelque chose qui peut paraître évident mais qui est fondamental, à savoir la validité totale des éléments de base des résolutions 2254 (2015) et 2268 (2016) sur la Syrie. Encore une fois, ces éléments sont toujours valables : l’accès à l’aide humanitaire, la cessation des hostilités, la séparation des groupes d’opposition et des terroristes et la reprise du dialogue politique. Ce sont les seules alternatives viables pour mettre fin à la guerre en Syrie.

M. Aboulatta (Égypte) (*parle en arabe*) : Nous nous réunissons aujourd’hui pour écouter une fois de plus les récits de la souffrance de nos frères syriens sous les coups d’un conflit prolongé par procuration, dans un contexte d’échecs successifs – non seulement l’échec à parvenir à un règlement définitif de la crise, mais l’échec même à l’atténuer. En dépit des profondes divisions politiques entre les parties ayant une influence dans le conflit et qui ont eu un impact sur la performance du Conseil de sécurité sur la question en le rendant incapable de produire un résultat après trois tentatives visant seulement à sauver ce qui était récupérable – nous avons un devoir envers nos frères et sœurs syriens. L’Égypte s’est donc employée, avec les autres rédacteurs, l’Espagne et la Nouvelle-Zélande, à trouver un consensus minimal sur les mesures pouvant être prises dans le dossier Syrien, en particulier en ce qui concerne Alep, pour alléger les souffrances humanitaires. À cet égard, nous avons adopté une approche globale sous la forme d’un projet de résolution couvrant autant que possible les questions les plus urgentes.

Le projet de résolution comprend un certain nombre d’éléments fondamentaux, le plus important étant l’arrêt des attaques par toutes les parties en présence à Alep pendant au moins 10 jours de suite afin de permettre un accès humanitaire immédiat et urgent aux habitants de la ville, de manière pleinement coordonnée entre l’ONU et ses partenaires. Il contient également des dispositions sur la nécessité que cessent les hostilités dans toute la Syrie, conformément à la résolution 2268 (2016). Il appuie par ailleurs la mise en place de mécanismes permettant de surveiller cette cessation des hostilités. Le projet de résolution encourage clairement la coopération et la coordination pour neutraliser toutes les poches de terrorisme en Syrie et les groupes terroristes qui contrôlent de grandes zones du territoire syrien. Il exhorte en outre toutes les parties à respecter la volonté de la communauté internationale et à mettre fin à toute collaboration ou coopération avec tous les groupes terroristes, en particulier le Front el-Nosra et le Jabhat Fatah el-Cham, que ce soit au niveau politique ou opérationnel. Le projet de résolution réaffirme de plus le rôle central du Groupe international de soutien pour la Syrie et de ses deux coprésidents dans la mise en œuvre des éléments que je viens de mentionner. Enfin, il appelle au lancement de négociations sérieuses entre les parties syriennes concernant le démarrage le plus rapidement possible d’une période de transition, conformément au Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe) et à la résolution 2254 (2016). Avec nos partenaires rédacteurs, nous avons pris le plus grand soin à faire en sorte que le projet de résolution soit rédigé de manière claire et non ambiguë. Il prévoit également que le Secrétaire général présente un rapport sur sa mise en œuvre. Il est temps que toutes les parties prennent leurs responsabilités à l’égard du peuple syrien.

Malgré les liens évidents entre les événements en Syrie, la notion de sécurité régionale arabe et la sécurité nationale égyptienne, et compte tenu des relations historiques qui unissent les peuples égyptien et syrien – l’Égypte et la Syrie n’ayant autrefois fait qu’un seul État –, la position de l’Égypte a toujours été claire concernant la crise syrienne ces dernières années. Depuis le début de la crise, nous n’avons appuyé aucune partie au conflit en particulier ni tenté de tirer parti de la

tragédie syrienne, et ce, en dépit des intérêts politiques qui sont les nôtres. Je tiens à réaffirmer que l'Égypte va continuer dans cette voie. Nous ne contribuerons pas, que ce soit par des paroles, des actes ou à l'inverse par l'inaction, à la destruction d'un pays arabe frère, quelles que soient les justifications ou raisons avancées. Notre politique à l'égard de la Syrie continuera de n'avoir pour seule considération que les intérêts des Syriens et leur aspiration à un État démocratique, unifié, souverain et sûr, libéré du terrorisme et de l'extrémisme. Nous ne céderons pas aux compromissions ni aux intérêts politiques, qui sont en fait à l'origine de la tragédie sans précédent qui se déroule jour après jour et qui a conduit au déplacement et à la mort de millions de Syriens innocents.

En conclusion, je voudrais demander à chacun, membre du Conseil, membre du Groupe international de soutien pour la Syrie ou toute autre partie pouvant avoir une influence, de mettre ses intérêts et ses revendications politiques de côté. Nous devons tous nous employer sincèrement à régler cette crise, qui a des effets désastreux sur les plans humanitaire, politique et de la sécurité.

M. van Bohemen (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : La Nouvelle-Zélande juge opportune la séance d'information d'aujourd'hui sur les événements qui se déroulent actuellement dans l'est d'Alep. Nous remercions les intervenants et les saluons, ainsi que les membres courageux de leurs équipes qui travaillent dans des conditions si difficiles.

Depuis cinq ans maintenant, la Nouvelle-Zélande est très critique face à l'échec du Conseil de sécurité à s'acquitter de ses responsabilités face au conflit en cours en Syrie. Nous ne sommes pas les seuls. Pendant l'essentiel de cette période, le Conseil est resté silencieux tandis que le pays plongeait dans l'abîme et que les combats devenaient de plus en plus cruels et violents. Bien souvent, nous avons été empêchés d'agir ou même de parler du fait de l'incapacité ou du refus de certains des membres les plus puissants du Conseil de voir plus loin de que leurs propres politiques et leurs intérêts personnels; avec pour conséquence que le Conseil a été incapable de mettre en place des mesures qui auraient pu sauver des vies. La population syrienne a payé et continue de payer un terrible prix pour cette inaction, tout comme ses voisins.

La Nouvelle-Zélande s'est associée à l'Espagne et à l'Égypte pour tenter de trouver une issue à cette impasse. Nous avons voulu mettre de côté la politique et les polémiques pour nous concentrer sur l'obtention d'un accord autour de mesures à même d'apporter une amélioration sur le terrain. À cette fin, nous nous sommes efforcés de travailler de manière constructive avec tous les acteurs clefs. Le projet de résolution que nous avons présenté hier est le résultat de cet effort. Nos objectifs en présentant ce projet de résolution sont les mêmes que ceux qui ont guidé notre engagement sur cette question depuis que nous sommes entrés au Conseil, et les mêmes que ceux qui ont amené le Premier Ministre de mon pays à convoquer une séance de haut niveau sur la question durant notre présidence du Conseil en septembre, à savoir faire reculer la violence, rétablir le cessez-le-feu, permettre que l'aide humanitaire parvienne à ceux qui en ont besoin et créer un espace pour la reprise de pourparlers politiques en vue de mettre fin au conflit.

Par la force des choses, nous avons tenté tout particulièrement d'apporter une réponse à la grave situation à Alep. Ces derniers mois, la présence de quelques centaines de terroristes du Front el-Nosra dans l'est d'Alep a servi à justifier une offensive totale contre plus de 250 000 civils. Tous les hôpitaux situés dans les zones tenues par l'opposition ont été détruits. Aucune assistance humanitaire n'a été autorisée depuis juillet, en dépit de plusieurs pauses dans les frappes aériennes. Et des attaques menées de manière aveugle depuis l'est d'Alep ont fait de nombreux tués et blessés dans l'ouest d'Alep. Ces dernières semaines, il est devenu évident que le Gouvernement syrien a renoncé à tout effort pour établir un cessez-le-feu et reprendre les pourparlers politiques au profit d'une solution militaire, avec pour résultat, une nouvelle catastrophe humanitaire. Nous devons d'urgence faire cesser les hostilités à Alep afin d'acheminer l'aide humanitaire jusqu'à ceux qui en ont désespérément besoin. Nous exhortons toutes les parties à travailler en coordination avec l'ONU pour faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne aux personnes restées dans l'est d'Alep.

Nous sommes déçus que les parties n'aient pas encore été capables de s'entendre sur les modalités de mise en œuvre du plan en quatre points des Nations Unies. Il faut aussi agir d'urgence pour protéger les personnes qui fuient l'est d'Alep et obtenir des assurances quant au sort de ceux qui ont été arrêtés par le Gouvernement syrien. Le projet de résolution que la Nouvelle-Zélande, l'Égypte et l'Espagne ont présenté aux membres du Conseil hier entend mettre en place un processus dans lequel la protection des civils est la priorité absolue. Le texte représente le minimum requis pour une action crédible du Conseil, et nous exhortons tous les membres

du Conseil à l'appuyer. Toutefois, il n'aura guère d'effet si les parties, y compris certaines autour de cette table, ne changent pas leur comportement de toute urgence.

D'aucuns pourraient soutenir que notre texte porte sur des problèmes antérieurs et ne s'applique plus à la situation sur le terrain, surtout à Alep. Un cessez-le-feu immédiat à Alep permettrait sans aucun doute de répondre aux besoins humanitaires les plus pressants, pour ce qui est d'acheminer l'aide humanitaire et médicale dont ont désespérément besoin les civils traumatisés et de permettre aux civils qui souhaitent partir de le faire sans danger jusqu'à la destination de leur choix.

D'aucuns pourraient affirmer que la mise en œuvre de notre projet de résolution aiderait les terroristes. Nous ne pouvons pas exclure la possibilité que des groupes terroristes essaient de profiter d'un cessez-le-feu, mais malgré les discours sur le terrorisme dont ce conflit est régulièrement surchargé, le conflit entre le Gouvernement syrien et la population ne porte pas fondamentalement sur le terrorisme. Le terrorisme est une conséquence du conflit, et non pas sa cause ni sa raison d'être. Sacrifier la vie de centaines de civils, réduire à la misère des centaines de milliers d'autres et leur causer des souffrances ne peuvent pas être justifiés en agitant la bannière de la lutte contre le terrorisme.

Comme M. Staffan de Mistura, nous n'acceptons pas l'idée que les avancées militaires dans Alep aboutiront à l'objectif sur lequel le Conseil de sécurité est censé travailler depuis tant d'années – un règlement politique menant à une Syrie stable et unifiée, qui vivrait en paix avec elle-même et avec ses voisins. Dans l'immédiat, nous devons nous concentrer sur l'objectif de sauver des vies, mais nous exhortons toutes les parties au conflit à s'engager de nouveau à trouver une solution politique, à reprendre les pourparlers et à suivre la voie d'une paix durable et de la réconciliation nationale.

Mme Power (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial, M. de Mistura, le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, et M. Cappelaere de leurs exposés, sombres à juste titre.

Comme mon collègue britannique, je souhaite répondre à la question dont le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, dit qu'elle lui est posée où qu'il aille, que ce soit en Syrie ou ailleurs dans la région, ou encore lorsqu'il rencontre des citoyens ou des politiques. Pourquoi le Conseil de sécurité ne peut-il pas s'unir pour trouver une solution? Je dois dire que nous sommes aux prises avec de nombreuses questions vraiment difficiles. Mais cette question-là ne l'est pas. Il y a un fait très simple et très fâcheux qui fait que le Conseil de sécurité ne s'unit pas pour répondre aux cris des civils, dont on nous a parlé de nouveau aujourd'hui : la Russie, un membre permanent, ne le veut pas. C'est tout. C'est très simple.

Les paroles qui nous parviennent actuellement de l'est d'Alep sont aussi sombres que tout ce que nous avons pu entendre au cours de notre vie. Un « voyage de la mort » – voilà ce que les civils appellent la route qu'ils suivent pour fuir l'est d'Alep, d'après un enseignant qui, à la date d'hier, avait décidé d'y rester. D'après la Croix-Rouge, depuis seulement samedi, 20 000 personnes ont fui l'est d'Alep – 20 000 personnes en quatre jours pour un voyage de la mort. L'on a vu une femme qui fuyait en poussant un fauteuil roulant dans lequel se trouvait sa mère décédée. Elle a dit à un journaliste, « ma mère est morte de faim », et a ajouté qu'elles n'avaient presque rien eu à manger pendant cinq mois.

Réalisé dans une autre partie de la ville, un film d'amateur montre des morceaux de corps humains éparpillés parmi les décombres, là où une frappe aérienne aurait tué au moins 20 personnes quelques instants plus tôt. On voit des rescapés sangloter au-dessus des dépouilles. Des avions – des avions du Gouvernement syrien – font de brèves pauses entre leurs raids de bombardement, pour couvrir l'est d'Alep de tracts. Nous avons déjà parlé de tracts au Conseil, mais il paraît que l'un des tracts lâchés il y a quelques jours disait :

> « Ne soyez pas stupides. Pensez à vous-mêmes et à vos familles. La victoire est proche pour l'Armée arabe syrienne. Réfléchissez rapidement, car le temps passe et il ne joue pas en votre faveur. »

Nous savons tous que le temps n'est pas du côté des civils pris au piège dans l'est d'Alep. Plus les raids de bombardement durent longtemps et plus leur intensité est grande, plus les risques augmentent qu'eux-mêmes ou des êtres chers seront mutilés ou tués. Mais partir s'accompagne de risques énormes, tels qu'être détenu ou disparaître aux mains des soldats du régime, ou encore être tué pendant le voyage de la mort, puisqu'apparemment, les tireurs isolés s'en donnent à cœur joie.

Je demande aux membres du Conseil et à tous les citoyens du monde de s'obliger à faire une pause pour

regarder les images en provenance de l'est d'Alep – des parents qui serrent dans leur bras leurs enfants souffrant le martyre; des civils à pied qui sont fauchés par les balles alors qu'ils portent leurs valises, lesquelles se trouvent ensuite sur le sol à côté de leurs corps sans vie. Les représentants de la Syrie et de la Fédération de Russie nous diront probablement aujourd'hui que ces images sont fabriquées, qu'elles sont de la propagande. C'est un argument que nous avons entendu au cours des quelques dernières séances.

Je dois reconnaître que le Gouvernement syrien et le Gouvernement russe sont passés maîtres dans l'art d'inventer des choses. D'une façon générale, ce sont de grands experts en propagande, mais nous devons reconnaître qu'ils ont intérêt à essayer de créer un monde post-vérité où tous les faits sont contestés et où il n'y a pas de vérité, mais seulement l'affirmation d'une personne ou l'affirmation d'un pays ou l'affirmation d'une partie, opposées à d'autres affirmations. La Syrie et la Russie, tandis qu'elles mentent et qu'elles tuent des civils en Syrie, comptent sur le fait qu'il n'y aura pas d'arbitre pour séparer la vérité, d'un côté, des mensonges, contrevérités et inventions, de l'autre. C'est le pari qu'elles font.

Mais nous avons des arbitres. Les intervenants des Nations Unies, que nous venons d'entendre, sont nos arbitres. Ils n'ont aucun intérêt à faire autre chose que de décrire la réalité telle qu'elle est. Ils sont indépendants; ce sont des travailleurs humanitaires. Le carnage est un fait. C'est une vérité, qui se produit en ce moment même. Les 14 000 civils terrifiés, certains complètement hystériques, qui ont été poussés dans le territoire tenu par le Gouvernement en subissant des tirs et des frappes aériennes, sont également nos arbitres. D'innombrables photos et vidéos authentifiées de massacres perpétrés par des êtres humains sont nos arbitres. Il est impossible de nier la vérité et les faits, pas même dans le monde à l'envers où vivent les auteurs de ces massacres.

Pendant des mois, depuis que le siège de l'est d'Alep a commencé, nous nous sommes réunis au Conseil pour exiger des mesures élémentaires. Nous avons demandé que le régime d'Assad et la Russie permettent un accès humanitaire sans entrave aux Syriens dans cette ville et qu'ils cessent de bombarder systématiquement les hôpitaux, les écoles et les marchés, ainsi que les bases des premiers intervenants. Ce sont des demandes que le Conseil de sécurité ne devrait même pas avoir à formuler – qu'il ne devrait jamais avoir à formuler. Le Conseil ne devrait pas avoir à exiger le respect du droit international humanitaire ou de ses résolutions antérieures, et pourtant nous sommes en train d'exhorter deux États Membres de l'Organisation des Nations Unies, dont l'un a un siège permanent au Conseil, à respecter ces normes élémentaires et à cesser de faire fi des règles, car cela aura des répercussions bien au-delà de la Syrie pour nos enfants et nos petits-enfants.

Alors qu'il semblait impossible d'imaginer une situation plus horrible, la crise s'est en fait aggravée. Ces cinq derniers jours, nous avons été témoins de l'un des bombardements les plus extrêmes de zones civiles dans toute la durée du conflit, bombardement qui a ravagé ce qui restait de la partie est d'Alep, autrefois majestueuse. L'objectif est simple – prendre l'est d'Alep par la force sans souci des conséquences que cela peut avoir pour les civils innocents. Nous sommes tous membres du club des disques rayés. Au Conseil, nous sommes tous des disques rayés – y compris ceux qui sont activement impliqués dans la mise en œuvre du siège d'Alep – quand nous disons qu'il n'y a pas de solution militaire à ce conflit brutal et que la seule issue est une solution politique.

Mais ce ne sont que des clichés. Le régime et la Russie sont convaincus du contraire. Ils poursuivent leur approche; ils ont un esprit stratégique. Ils suivent un plan directeur. Ils croient en une solution militaire. Le choix qu'ils donnent aux civils est clair. C'est le même choix qu'ils ont formulé dans un précédent dépliant : partir ou être anéanti.

Pour ceux qui choisissent de partir, le régime et ses alliés russes ont promis aux habitants de l'est d'Alep un passage par des itinéraires qui seraient sûrs. Je suis certaine que nous entendrons encore parler de ces itinéraires aujourd'hui. Et si la propagande syrienne et russe est un quelconque indicateur, nous allons peut-être entendre de quelle façon les civils qui se sont échappés se rallient aux forces du régime comme des libérateurs. S'attendent-ils vraiment à ce que nous croyions qu'il est probable que des civils souffrent de la faim – qui n'ont pas reçu une seule denrée alimentaire depuis juillet – ont été la cible de barils d'explosifs, de tirs de mortier, visés par des tireurs embusqués et menacés d'être anéantis accueillent les personnes responsables de ces horreurs comme leurs sauveurs? Est-ce ainsi que cela fonctionne? N'importe lequel d'entre nous aurait-il ce sentiment ou agirait-il ainsi?

Des milliers de personnes fuient non pas parce qu'ils ont confiance dans un régime qui a tué des centaines de milliers de citoyens du pays et systématiquement

torturé des dizaines de milliers d'autres Syriens dans ses goulags, marquant de numéros de série les corps de ceux qu'il tue. Non, elles fuient car elles savent qu'il y a de fortes chances qu'elles soient pulvérisées si elles restent où elles sont.

Comme nous le savons tous, et comme d'autres l'ont soutenu de manière convaincante aujourd'hui, l'Égypte, l'Espagne et la Nouvelle-Zélande ont présenté un projet de résolution qui exigerait qu'il soit mis fin immédiatement aux opérations militaires à Alep pour au moins 10 jours, ce qui marquerait une pause dans les bombardements incessants pour les civils de l'est d'Alep. Cela permettrait d'acheminer de l'aide jusqu'aux personnes qui survivent en recherchant des miettes dans les poubelles et en mangeant des herbes. Cela permettrait un départ en bon ordre facilité par l'ONU. Il serait ainsi possible d'apporter au moins quelques médicaments aux médecins contraints d'opérer les patients sans anesthésiants, parfois en pleine rue le long d'hôpitaux et de centres de soins qui ont été détruits par des bombardements. Ce projet de résolution doit être mis aux voix sans tarder, et doit être adopté avec l'appui unanime du Conseil. Nul besoin de réfléchir. Quiconque dit le contraire ne tient pas à la survie des civils syriens.

Mais soyons sérieux. Même si toute pause dans le massacre auquel nous assistons dans la partie est d'Alep serait la bienvenue – et nous y sommes favorables – une courte pause permettant d'apporter un peu de nourriture et de médicaments avant la reprise des violents bombardements n'est pas une solution. Il s'agit à peine d'un pansement. Cela montre d'une certaine manière à quel point nos attentes sont devenues faibles.

La Russie va peut-être de nouveau exercer son droit de veto pour empêcher le Conseil de sécurité d'apporter de l'aide aux civils désespérés dans l'est d'Alep, comme elle l'a fait en octobre. Si elle le fait, faisant ainsi passer ses objectifs militaires avant la survie d'hommes, de femmes et d'enfants syriens, les États Membres doivent alors envisager rapidement l'utilisation d'autres moyens à notre disposition à l'ONU, y compris à l'Assemblée générale, afin d'exercer des pressions plus efficaces.

Je terminerai en parlant de Umm Leen, mère de sept enfants dans l'est d'Alep. Elle a déjà perdu un enfant durant la guerre – son fils de 12 ans – tué par des éclats d'obus qui ont transpercé son cœur. Maintenant, en plein siège, elle a peur de perdre d'autres enfants. Sa fille souffre d'une terrible toux, mais elle n'a nulle part où l'emmener car l'hôpital pour enfants a été bombardé. Mais le plus malade est son benjamin, né durant le siège et maintenant âgé d'à peine 3 mois. Le bébé souffre de graves problèmes de santé car il est né avant terme. Il est extrêmement maigre et a régulièrement du mal à respirer. N'ayant pas accès à du lait maternisé, Umm Leen s'est mise à le nourrir en lui donnant du riz moulu. Umm Lee a dit que, quand des parents à Alep ont un nouveau bébé,

> « certains pensent qu'ils remplacent les enfants qu'ils ont perdus. Mais pour moi, dans ces conditions, je pense que c'est une grave erreur. Après sa naissance, je me suis sentie si triste. Est-ce que je lui ai donné naissance pour voir une telle vie? »

C'est cela être un parent dans l'est d'Alep, où des mères et des pères vivent dans la crainte constante de voir leurs enfants leur être arrachés, soit par l'éclair d'un baril d'explosifs ou par la lente et sournoise usure de la maladie et de l'inanition – causées par l'homme. Le Conseil de sécurité ne doit pas rester les bras croisés au moment où la vie de plus en plus d'enfants tels ceux d'Umm Leen est en jeu. Une pause est le minimum absolu que nous puissions faire, mais nous pouvons et devons faire mieux qu'une pause. Nous devons continuer d'œuvre pour mettre fin à ce conflit – et pas par les moyens militaires destructeurs que le régime d'Assad et la Russie sont déterminés à employer, ce qui ne fera que prolonger et accentuer les souffrances que nous observons maintenant.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Nous assistons depuis quelque temps à une détérioration constante de la situation dans certaines parties de la Syrie, y compris à Alep, où la situation humanitaire ne cesse d'empirer, ce qui inquiète l'ensemble de la communauté internationale. La Chine a de la peine pour la population qui souffre en Syrie et condamne toute attaque ciblant des civils et des installations civiles.

Pour apaiser les tensions à Alep et dans d'autres zones, la communauté internationale doit poursuivre ses efforts de manière équilibrée selon quatre axes. Ces quatre volets sont le cessez-le-feu, la négociation politique, l'aide humanitaire et la lutte commune contre le terrorisme.

La communauté internationale doit appeler toutes les parties en Syrie à mettre fin aux hostilités sans attendre et à s'employer sans relâche à parvenir à un accord sur les questions pertinentes dans le cadre de pourparlers de paix. La communauté internationale doit continuer d'intensifier les secours humanitaires

à Alep. La Chine salue les initiatives concrètes prises par la Russie et le Gouvernement syrien pour apporter plus d'aide aux civils et espère que les organismes d'aide des Nations Unies coordonneront davantage leurs activités avec la Russie et le Gouvernement syrien pour améliorer ensemble la situation humanitaire en Syrie, conformément aux principes des Nations Unies régissant l'aide humanitaire. Des groupes terroristes continuent de lancer des attaques à Alep et d'autres zones, faisant des victimes civiles et entravant les efforts humanitaires. La communauté internationale doit donc renforcer la coordination pour combattre de manière résolue, en appliquant des normes uniformes tous les groupes terroristes désignés par le Conseil de sécurité.

La façon dont les choses se déroulent et évoluent à Alep, un élément de la question syrienne, fait partie intégrante du cours des événements relatifs à la question syrienne. Pour trouver une solution globale en vue d'apaiser la situation à Alep, il faut continuer de voir le tableau général de la situation en Syrie, rester attaché à la perspective d'un règlement politique comme ligne directrice générale, préserver le rôle de l'ONU en tant qu'acteur principal exerçant de bons offices et continuer d'appuyer le travail réalisé par l'Envoyé spécial, M. de Mistura, pour une reprise rapide des pourparlers de Genève.

Toute mesure prise par le Conseil concernant la question syrienne doit vraiment favoriser une désescalade, inciter toutes les parties en Syrie à cesser immédiatement les hostilités à l'appui des efforts humanitaires de l'ONU et en coopération avec celle-ci, et faciliter un processus politique pris en main et conduit par les Syriens sous les bons offices de l'ONU, afin qu'une solution acceptable par toutes les parties puisse être trouvée. Les parties doivent démontrer leur bonne volonté, faire des compromis, établir une confiance mutuelle et s'employer à parvenir à un règlement global, équitable et adéquat de la question syrienne.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : À tort ou à raison, le Conseil de sécurité prête depuis peu de plus en plus attention aux questions humanitaires. Nous estimons qu'il est grand temps de tenir un débat de fond sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et d'organiser un débat thématique sur la question des conséquences catastrophiques de la destruction du statut d'État des pays de la région suite à une intervention étrangère.

Il y a des millions de victimes. Néanmoins, nous n'avons rien entendu d'intéressant de la part de ceux qui sont coupables de ces tragédies. En effet, la guerre qui a été déclenchée par l'invasion de l'Iraq, menée par les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, dure depuis 13 ans.

L'effondrement de la Libye, un pays jadis prospère, a conduit à la déstabilisation de vastes étendues de la région de l'Afrique du Nord. La Syrie a été transformée en champ de concurrence pour le leadership régional, et les parties concernées n'hésitent pas à exploiter le potentiel d'organisations ouvertement terroristes. Qui plus est, pour elles, la tragédie humanitaire dont nous avons entendu parler aujourd'hui n'est pas une raison suffisante pour renoncer à cette politique qui a échoué. Certains essaient de dissimuler l'échec de leurs aventures géopolitiques sous des discours moralisateurs cyniques, et même des mensonges, comme nous le constatons chaque fois que nous discutons de la question syrienne au Conseil de sécurité. La séance d'aujourd'hui n'est pas une exception.

On ne peut pas discuter de la situation humanitaire en Syrie séparément d'autres questions énoncées dans les décisions du Conseil de sécurité et par le Groupe international de soutien pour la Syrie, à savoir la lutte contre le terrorisme, un règlement politique et la cessation des hostilités. Nous constatons une contradiction évidente à ce sujet. M. de Mistura semble avoir oublié que son rôle principal est de promouvoir le processus politique. Il s'est montré incapable de faire reprendre les pourparlers syriens, qui ont été suspendus en mai, ou d'admettre clairement la raison de cette suspension, qui n'est autre que le refus total de l'opposition à participer à des négociations sérieuses. Nous espérons que M. de Mistura donnera finalement des informations concrètes dans l'exposé qu'il doit faire devant le Conseil de sécurité le 8 décembre.

Force est de reconnaître l'échec de la notion d'« opposition modérée ». Elle n'a jamais trouvé une expression convaincante sur le plan politique et, sur le plan militaire, les quelques combattants de l'opposition modérée se sont révélés être des soldats du Front el-Nosra et d'autres groupes extrémistes. Il semble qu'on essaie de compenser l'inertie des Nations Unies au niveau politique en faisant de la surenchère s'agissant des questions humanitaires : Qui peut faire la déclaration la plus résonnante? Qui peut proposer l'initiative la plus brillante? Néanmoins, en fin de compte, soit l'opposition rejette ces initiatives, soit le personnel de l'ONU n'arrive pas à les mettre en œuvre. La situation qui règne dans l'est d'Alep l'illustre clairement.

Nous partageons les vives préoccupations concernant la situation des civils dans l'est d'Alep. Toutefois, ce n'est pas en mettant fin aux efforts de lutte contre le terrorisme qu'on atténuera leurs souffrances. ILa solution n'est pas non plus de laisser la Syrie et l'Iraq devenir des califats terroristes et faire appel au sens de l'humanité des terroristes. La situation actuelle aurait pu être évitée si la promesse faite à la fin du mois de février par le Directeur de la Central Intelligence Agency, M. Brennan, avait été tenue. Il nous avait promis qu'en l'espace de deux ou trois semaines, les soi-disant militants modérés – s'ils existent – allaient être séparés des terroristes. Cette promesse a été renouvelée à plusieurs reprises, y compris au plus haut niveau, mais rien n'a été fait. Il est clair qu'on nous a menés par le bout du nez pendant tout ce temps. Soit nos partenaires américains et leurs alliés n'ont pas pu réellement tenir leur promesse ou n'avaient pas les ressources nécessaires, soit ils ne voulaient pas le faire tout simplement. Ils ont poursuivi leurs dangereuses tentatives en se servant des terroristes en vue d'un changement de régime en Syrie.

Il n'est pas surprenant que ce soit la France et le Royaume-Uni, qui ont appelé depuis longtemps à un changement de régime en Syrie et ont apporté un soutien généreux aux rebelles, qui ont pris l'initiative de la réunion d'aujourd'hui, prétendument parce qu'ils sont préoccupés par la situation dans l'est d'Alep. En fait, la vraie raison est tout autre. Les bandits qu'ils ont – avec d'autres acteurs – tant aidés et encouragés sont au bord de la défaite. Près de la moitié de cette partie de la ville a été libérée. C'est peut-être la plus grande victoire morale de l'armée syrienne depuis 2012, lorsque des unités djihadistes ont été envoyées dans la capitale du nord et ont commencé à s'installer, parrainées et armées depuis l'étranger.

La séance d'aujourd'hui est une tentative désespérée d'utiliser le Conseil de sécurité pour sauver de la défaite les terroristes qui se trouvent à Alep. Par ailleurs, le blocage constant de la proposition visant à inscrire sur la liste des sanctions du Conseil de sécurité des groupes terroristes comme Ahrar el-Cham, Jeïch el-Islam et d'autres vise le même objectif. Il est évident que toute aide apportée aux rebelles à Alep est un appui sans équivoque aux terroristes du Front el-Nosra car c'est ce groupe qui figure sur la liste des sanctions du Conseil de sécurité qui dirige les opérations militaires de tous les groupes armés illégaux dans les quartiers occupés.

Nous condamnons fermement toutes les tentatives visant à protéger les terroristes, y compris toute action politique menée sous des prétextes humanitaires, tentatives dans lesquelles les travailleurs humanitaires des Nations Unies ont malheureusement été entraînés. Sinon, comment interpréter par exemple le fait que les 200 000 habitants de la ville de Deir ez-Zor qui est assiégée, et qui selon l'ONU elle-même, représentent un quart de tous les Syriens assiégés, ne reçoivent que 1 % de l'aide humanitaire? Pourquoi personne n'a encore parlé des Casques blancs, ce groupe pseudo-humanitaire qui a été récemment nominé pour le prix Nobel de la paix, qui ont diffusé sur Internet un clip vidéo cynique montrant de prétendues opérations de sauvetage qu'ils ont menées? Où sont les condamnations massives de ces fausses allégations éhontées, notamment de la part des médias occidentaux, qui sont censés être objectifs et impartiaux? Pourquoi la représentante des États-Unis, une journaliste professionnelle, n'a pas dénoncé ces mensonges? Les normes du journalisme, et même de la politique, aux États-Unis ont été désormais rabaissées au niveau des tabloïds, à la grande surprise du monde entier, et la désinformation est désormais la tactique typique de la diplomatie américaine.

L'indifférence de Paris, de Londres, de Washington et de certains autres face aux souffrances des populations à Mossoul prouve que les problèmes humanitaires ne les intéressent pas réellement. La catastrophe humanitaire au Yémen – où plus de 80 % de la population a besoin d'aide – ne semble pas non plus les préoccuper. Quant à Alep, après la libération du secteur nord de l'est d'Alep, des milliers de personnes qui étaient détenues par des militants en tant que boucliers humains ont finalement pu quitter la ville et recevoir une aide alimentaire et des produits de première nécessité. Selon les informations que nous avons pu obtenir, 6 500 personnes, dont 2 800 enfants, ont déjà quitté ces quartiers.

La Fédération de Russie continue de fournir une aide humanitaire d'urgence aux habitants d'Alep. Sur instruction du Président de la Russie, le Ministère de la défense a dépêché une unité médicale spéciale, avec un hôpital polyvalent doté de 100 lits et d'un service thérapeutique de pédiatrie. Cet hôpital a une capacité de traitement ambulatoire de 420 personnes par jour. Le Ministère des situations d'urgence a également installé un hôpital de campagne de 50 lits pour le traitement des patients hospitalisés, qui peut également fournir des soins ambulatoires à 200 patients par jour.

Nous espérons que les acteurs humanitaires de l'ONU qui avaient concentré leur attention sur la partie

est d'Alep fourniront l'aide humanitaire nécessaire aux civils qui ont pu s'échapper. Par ailleurs, j'ai été surpris par la façon dont ma collègue des États-Unis, qui a malheureusement quitté la salle, a allégué que les résidents de l'est d'Alep n'iront probablement pas dans la partie ouest d'Alep, contrôlée par le Gouvernement parce que celui-ci les torture. Ce qui est faux. Ce que les travailleurs humanitaires des Nations Unies nous ont dit à maintes reprises, c'est que chaque fois que les citoyens syriens sortent d'une zone assiégée, ils se rendent toujours dans les zones contrôlées par le Gouvernement. De toute évidence, pour eux, le bourreau n'est pas le Gouvernement, mais les terroristes.

Dans ce contexte, nous ne comprenons pas pourquoi la prétendue troïka humanitaire au sein du Conseil de sécurité s'entête à promouvoir un projet de résolution sur Alep qui ne fait pas l'objet d'un consensus. Cela ne servira à rien. Nous risquons plutôt de nous retrouver face à la même situation dangereuse que le 8 octobre, lorsque la délégation française a essayé de mettre aux voix un projet de texte (S/2016/846) sans le soutien de tous les membres du Conseil (voir S/PV.7785). Si l'on ne tient pas compte de nos préoccupations, aucun projet de résolution ne sera adopté. Nous avons déjà été témoins de telles tentatives : des appels à l'unité du Conseil suivis par la présentation hâtive de projets de texte peu prometteurs pour qu'ils soient mis aux voix. C'est une tactique vouée à l'échec.

Une condition essentielle pour tout cessez-le-feu et l'acheminement de l'aide humanitaire est la séparation des militants non terroristes des membres du Front el-Nosra. Il faut des indications claires, obligatoires et inconditionnelles que les terroristes qui figurent sur la liste des terroristes du Conseil de sécurité sont exclus de tout régime de cessez-le-feu. Nous demandons à la troïka de ne pas s'empresser à proposer un vote et, compte tenu de l'évolution de la situation, d'envisager de modifier le projet de résolution pour refléter le plan humanitaire des Nations Unies pour Alep. Dans l'ensemble, la Russie appuie toutes les activités humanitaires internationales qui sont impartiales et elle est prête à agir aux fins de les mener à bien. Soit dit en passant, la route du Castello est maintenant entièrement dégagée et peut servir au passage de convois acheminant une assistance humanitaire. Il est triste de rappeler qu'auparavant les États-Unis, malgré toute leur rhétorique humanitaire, ont refusé de se tenir aux côtés de nos forces pour garantir l'acheminement d'une assistance humanitaire par la route du Castello. Mais, à présent, nous n'avons pas besoin de l'aide des États-Unis ni du consentement de l'opposition, et nous espérons donc que la route du Castello sera effectivement utilisée par les Nations Unies.

Mais, pour que le plan réussisse, il faut évidemment le préparer d'abord avec soin. Nous avons besoin que les signatures de leurs commandants soient confirmées par la garantie ferme des militants qu'il ne sera pas fait obstruction au passage des convois humanitaires. Des garanties pertinentes doivent aussi être données par l'ONU elle-même. Il importe d'avoir à l'avance une liste des victimes et des pertes humaines pour les évacuer et une liste du personnel médical pour en assurer le roulement. Nous devons avoir une idée des types spécifiques d'assistance humanitaire et des dispositions à prendre pour la distribuer à ceux qui en ont besoin. Le Gouvernement syrien et tous les groupes opérant dans l'est d'Alep doivent se mettre d'accord sur toutes les mesures. Autrement, l'entreprise dégénérera en un autre outil de propagande sans aucune chance de succès.

S'agissant de mettre à part les militants, nous devons les inviter, ainsi que les « conseils locaux », à dresser des listes des terroristes d'El-Nosra qu'il faut chasser de la ville, ainsi que des individus armés qui souhaitent eux-mêmes quitter l'est d'Alep. Si nos collègues occidentaux sont véritablement préoccupés par le sort pénible des civils de l'est d'Alep, et en fait de toute la Syrie, alors il leur faut, avant tout, prendre des mesures pratiques – cesser de soutenir les terroristes et lever les sanctions unilatérales. Il leur faut fournir une aide effective, ce que fait la Russie, et ne pas tenter de mettre des problèmes humanitaires au service de leurs propres objectifs politiques.

M. Yelchenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je remercie les délégations du Royaume-Uni et de la France d'avoir pris l'initiative de tenir cette séance d'urgence et la présidence sénégalaise de l'avoir organisée. Je tiens aussi à remercier les éminents auteurs d'exposés de leurs aperçus remarquables, bien que déprimants, sur les derniers événements en Syrie. Enhardi par son élan militaire et l'appui complet qu'il reçoit de ses supporters, le régime syrien ne montre aucune pitié et semble prêt à plonger toute la Syrie dans un bain de sang comme on n'en a jamais vu, ce dont nous avions averti le Conseil depuis que nous y avons pris place voici 11 mois.

Selon les médias et des sources indépendantes, pas plus tard qu'hier, l'armée syrienne a commis un horrible massacre dans le quartier de Bab el-Nairab, faisant 25 victimes civiles, surtout des femmes et des enfants. Ils ont été atteints par des frappes aériennes

alors qu'ils tentaient de s'enfuir de l'est d'Alep à pied : des civils parmi d'autres, non des terroristes. L'opération militaire en cours à Alep ne vise pas à contrer la menace terroriste, mais à écraser l'opposition au régime syrien. Il s'agit de gagner du terrain. Le contrôle du territoire et la réanimation du régime syrien sont les buts premiers de ceux qui investissent des atouts et du personnel – militaire, financier, diplomatique – aux fins de maintenir en vie une dictature brutale. Mais, en fait, l'unique résultat de l'opération en cours pour reprendre Alep sera le renforcement des groupes terroristes en Syrie et dans toute la région. Al-Qaïda en tirera un immense bénéfice en renforçant considérablement sa capacité de recruter de nouveaux membres en Syrie parmi ceux qui souhaitent continuer la résistance au régime d'Assad et ceux que décourage l'absence continue d'une solution politique. La campagne internationale visant à éliminer Daech subira aussi un coup terrible.

Nous sommes aussi abattus par le fait qu'au lieu de se rallier à l'initiative de l'Envoyé spécial concernant Alep, les forces du régime et ses alliés choisissent le voie de l'offensive militaire et de l'annihilation de leurs adversaires. Selon nous, cela prouve une chose : notre problème n'est pas l'absence d'initiatives et de résolutions solides et bien réfléchies, mais plutôt un manque d'engagement, de suivi, de responsabilisation et d'exécution. Alep est le point charnière du conflit syrien. Damas et ses alliés tirent parti de l'escalade actuelle pour leur stratégie à long terme, qui est de rendre la ville inhabitable et de dépeupler les districts contrôlés par l'opposition.

Réduire Alep en cendres, puis demander des entretiens politiques n'est pas une option, ou peut-être c'en est une selon les autorités militaires syriennes et russes. Al-Assad et la Russie se sont rapprochés de l'objectif de transformer Alep en un nouveau Grozny. Le monde ne doit pas assister passivement et permettre qu'il en soit ainsi. Nous appelons la Russie et le régime syrien à respecter les obligations convenues, notamment la cessation des hostilités, surtout à Alep, et à garantir la possibilité de fournir une aide humanitaire aux zones assiégées. Le monde se demande combien de séances du Conseil il faudra encore convoquer pour atteindre un objectif aussi simple et humain.

M. Bessho (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais exprimer ma gratitude à l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, au Secrétaire général adjoint, M. Stephen O'Brien, et au Directeur régional de l'UNICEF, M. Geert Cappelaere. Il y a moins de 10 jours, à l'exposé d'information mensuel fait dans cette salle sur la situation humanitaire en Syrie, j'ai dit que nos séances ne devaient pas être simplement le lieu d'exprimer notre préoccupation devant une situation catastrophique, mais que nous devions plutôt prendre des mesures et obtenir des résultats tangibles. Le Conseil de sécurité, malheureusement, n'a pas obtenu depuis lors des résultats tangibles.

Aujourd'hui, les auteurs d'exposés ont décrit les résultats désastreux de l'escalade des récents combats à Alep. Le Japon félicite tous les agents humanitaires de leurs précieux et courageux efforts pour chercher toute occasion de garantir protection et accès. Mais la grave pénurie de rations alimentaires, des fournitures médicales essentielles et autres fournitures qui sauveraient des vies dans l'est d'Alep constitue une sérieuse menace pour la population à l'approche de l'hiver.

Nous avons maintes fois appelé les États qui le peuvent à exercer la plus forte influence possible sur les parties belligérantes. Nous devons faire absolument le maximum pour atténuer la crise humanitaire à Alep, de manière à protéger les civils et le personnel médical, à procéder aux évacuations urgentes pour raison médicale et à remettre en état les services médicaux. Le Japon réaffirme son appui aux corédacteurs – Égypte, Espagne et Nouvelle-Zélande – qui s'efforcent de parvenir à établir un projet de résolution. Nous soutenons aussi l'initiative tendant à unifier la voix de la communauté internationale à l'Assemblée générale. Le Conseil de sécurité doit agir et ne pas apparaître comme incapable de répondre à une crise humanitaire de telle ampleur.

J'ai écouté avec un vif intérêt ce que l'Envoyé spécial de Mistura avait à dire. Il a affirmé que selon lui la logique militaire prévaut des deux côtés. Je conviens avec l'Envoyé spécial qu'une solution stable et durable, une solution qui garantisse que les menaces terroristes ne resurgiront pas, ne peut être obtenue par des moyens militaires. Nous devons persister à rechercher un règlement négocié. L'Envoyé spécial nous a dit que, quand il reviendrait au Conseil le 8 décembre, il aimerait exposer certaines options qui existent. J'attends avec intérêt de l'écouter. Dans l'intervalle, nous devons faire face à l'urgente crise humanitaire. Nous devons nous unir pour défendre la stratégie et prendre des mesures.

Mme Adnin (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés l'Envoyé spécial de Mistura, M. O'Brien, du Bureau de la coordination des affaires humanitaire, et M. Cappelaere, de l'UNICEF. Les

exposés d'aujourd'hui ont continué de mettre en relief la situation horrible qui règne dans l'est d'Alep, comme le guerre en Syrie ne cesse de devenir plus brutale et meurtrière. La semaine dernière, nous avons écouté M. O'Brien exhorter le Conseil de sécurité à prendre des mesures pour arrêter le carnage dans l'est d'Alep. Malheureusement, c'est notre échec persistant à faire converger nos efforts afin de à mettre fin aux souffrances des Syriens qui a permis que des bombardements aériens plus intenses et une offensive terrestre plus féroce soient menés contre les zones assiégées de l'est d'Alep. Nous restons gravement préoccupés par le fait que l'offensive militaire incessante et aveugle contre les civils dans l'est d'Alep ait forcé maintenant quelque 25 000 personnes à abandonner leurs demeures déjà détruites. Il est alarmant que, tandis qu'elles essaient de fuir pour leur sécurité, leur sort reste incertain. Nous sommes aussi horrifiés par l'escalade militaire qui a tué des dizaines de civils innocents, dont beaucoup sont des femmes et des enfants, et blessé des milliers d'autres.

L'effrayante opération menée contre l'est d'Alep ces derniers jours tourne en dérision le cessez-le-feu imposé par le Conseil de sécurité à Alep. Nous faisons écho au sentiment exprimé qu'il n'est jamais trop tard pour sauver des vies, et nous appelons tous les États membres du Conseil à œuvrer en vue d'imposer un cessez-le-feu, ne serait-ce que pour une courte durée, afin de permettre une opération humanitaire sécurisée et sans entraves. Nous demandons instamment aussi aux parties au conflit d'accepter et de signer immédiatement le plan humanitaire en quatre points des Nations Unies pour Alep.

Nous avons collectivement appelé à une solution politique au conflit syrien à chaque délibération du Conseil sur cette question. Il semble que c'est là une perspective partagée par tous les membres du Conseil. Pourtant l'offensive militaire et l'escalade de la violence se poursuivent sans relâche.

L'avancée des forces syriennes vers l'est d'Alep signifie que les combats vont s'intensifier dans les jours qui viennent. Le bombardement en tapis de la ville indique une seule chose : à savoir que le prétexte de la lutte contre le terrorisme n'est plus valable et que l'objectif est maintenant clairement de gagner un avantage militaire et de prendre le contrôle de la ville stratégique d'Alep. Même alors que les combats dans l'est d'Alep vont probablement s'intensifier, les attaques délibérées et aveugles contre les civils et l'infrastructure civile, notamment les hôpitaux et les écoles, ne doivent pas être tolérées. Il n'est pas besoin de rappeler que les attaques contre les écoles et les hôpitaux comptent parmi les graves violations visant les enfants.

Nous condamnons dans les termes les plus vifs l'utilisation des barils explosifs, que le Gouvernement s'était déjà engagé à ne plus utiliser. Rien ne saurait justifier l'utilisation de barils explosifs dans les zones peuplées de civils – un acte qui reflète un mépris flagrant de la vie humaine.

Ce sont les enfants sans défense – qui comptent pour plus d'un tiers de la population dans l'est d'Alep – qui sont le plus lourdement affectés par la violence dans la ville assiégée. La faim, les bombes, les brûlures, l'absence de soins médicaux et les sièges sont quelques-unes des nombreuses façons dont les enfants sont en train de mourir à Alep. Dans tous les rapports reçus par le Conseil, plus de la moitié des victimes sont des enfants, ce qui amène à se demander ce que nous allons faire à ce sujet.

Nous demandons aux pays, membres du Conseil ou non, qui ont une influence sur le Gouvernement syrien d'user de cette influence comme moyen de pression pour stopper le carnage et régler ce conflit prolongé. Nous avons l'occasion de redresser un tort et de stopper de nouvelles souffrances. En fait, nous avons l'obligation de veiller à ce que le Conseil réagisse à cette évolution affligeante. Les jours qui viennent seront déterminants, et nous formons le vœu sincère que le silence qu'observe depuis longtemps le Conseil sur le conflit syrien sera brisé.

M. Suárez Moreno (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Nous voudrions remercier MM. De Mistura, O'Brien et Cappelaere, de leurs interventions.

C'est parce qu'elle se préoccupe de la situation humanitaire en Syrie, en particulier à Alep, que la République bolivarienne du Venezuela se félicite des efforts que déploie les organisations humanitaires qui, face à un violent conflit et à de grands risques, font un travail extraordinaire pour venir en aide à des millions de Syriens. Nous nous félicitons que le Croissant-Rouge arabe syrien, conjointement avec le Gouvernement syrien, ait aidé des milliers de personnes en leur fournissant denrées alimentaires, médicaments et autres produits de première nécessité dans les zones récemment libérées. Le plus important, c'est la fourniture de denrées alimentaires et de médicaments à Fouaa, Kefraya, Madaya et Zabadani – quatre villes couvertes par

l'accord de cessez-le-feu. À cet égard, nous appuyons les initiatives visant à atténuer la tragédie humanitaire à Alep. Mais de telles propositions doivent tenir compte de la nature et de l'effet déstabilisateur du terrorisme.

Notre pays a dénoncé à maintes reprises la menace que représente le terrorisme pour la paix et la stabilité en Syrie et dans la région. Sa présence à Alep, comme M. de Mistura l'a dit, est claire. Le Front el-Nosra, aidé par différents groupes armés que certains qualifient de modérés, y séquestre plus de 200 000 personnes, qui ne peuvent quitter la zone qu'il contrôle. Ce qui donne légitimement droit au Gouvernement syrien de défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale contre le terrorisme.

Nous nous félicitons donc de la libération de zones situées dans l'est d'Alep où vivent plus de 90 000 personnes. Il est paradoxal que l'opposition, qu'on qualifie de modérée, présente à Alep et d'autres parties du pays, au lieu de lutter contre les terroristes du Front el-Nosra et ceux qui lui sont affiliés, s'est alliée à lui dans des opérations militaires visant à empêcher la population civile de fuir. Depuis le mois d'octobre, ces groupes ont perturbé et rejeté une série de pauses humanitaires dans l'est d'Alep.

La situation humanitaire en Syrie se détériore chaque jour un peu plus, comme l'ont signalé aujourd'hui dans leurs exposés les intervenants. C'est pourquoi nous espérons qu'un consensus minimal sera atteint afin de faciliter l'entrée de l'aide humanitaire, sans que cela signifie l'arrêt des combats contre les groupes terroristes et leurs affiliés.

De la même manière que M. Cappelaere se demande pourquoi, et que les Syriens, et les enfants en particulier, se demandent pourquoi, nous aussi nous devons nous demander pourquoi certains membres de la communauté internationale continuent de financer des groupes armés non étatiques dans le seul objectif de servir leur intérêt national, sans tenir compte des souffrances de millions de personnes. Voilà pourquoi il faut mettre fin à la politique d'intervention et de déstabilisation qui refuse au peuple syrien le droit de vivre en paix en tant que nation souveraine et libre.

Enfin, nous redisons encore une fois que la fin de la crise humanitaire est liée à la fin du conflit armé. C'est pourquoi nous réaffirmons notre appui aux efforts de paix de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Stafan de Mistura, qui visent à trouver une solution politique et pacifique au conflit armé. Aussi tragique qu'elle soit, la situation sur le terrain ne doit pas servir de prétexte pour empêcher les parties de négocier sans conditions préalables. Comme tous les membres du Conseil l'ont dit, la solution est politique, de sorte qu'il faut s'efforcer d'en faire une réalité. La poursuite du conflit ne signifie que davantage de souffrances et de destruction.

M. Moura Lucas (Angola) (*parle en anglais*) : Nous remercions M. de Mistura, M. O'brien et M. Cappelaere, de leurs exposés et les félicitons de leurs efforts acharnés pour aider la Syrie et les Syriens à garantir un présent meilleur et un avenir meilleur.

C'est avec regret que nous participons à ce débat acrimonieux sur le sort insupportable du peuple syrien. Comme les intervenants et les membres du Conseil de sécurité qui nous ont précédés, nous sommes affligés par les opérations militaires intenses, notamment les offensives terrestres et les bombardements aériens, menées ces derniers jours dans l'est d'Alep. Pendant près de deux ans, nous avons appelé toutes les parties à penser aux conséquences ruineuses du conflit pour la population civile et à recourir au dialogue en vue de trouver des solutions appropriées aux problèmes humanitaires et politiques dont pâtit la population syrienne, notamment à Alep.

Toutefois, la réalité est que toutes les parties ont, d'abord, choisi l'option militaire et, ensuite, escompté continuer de recevoir un appui logistique et militaire, notamment des armes lourdes fournies aux différents groupes de l'opposition par des parties prenantes internationales, dont certains membres éminents du Conseil, tandis que le Gouvernement est apparemment déterminé à reprendre le contrôle d'importantes zones tenues par les rebelles et à restaurer l'autorité de l'État à Alep et l'intégrité territoriale du pays.

Nous sommes tout à fait d'accord qu'il faut d'urgence mettre en place les moyens nécessaires pour faire cesser les hostilités et permettre à l'aide humanitaire de passer sans entrave. Le nombre de victimes civiles et de personnes déplacées est inexcusable, et nous condamnons avec force toutes les attaques aveugles contre les populations et les infrastructures civiles.

Dans un tel contexte, quelles sont les options? Présenter un nouveau projet de résolution, probablement en vain, tandis que les civils continuent de mourir? Convoquer des séances d'urgence du Conseil de sécurité? Émettre des condamnations pieuses de l'escalade de la violence, tout en continuant d'approvisionner en armes

les rebelles de l'opposition dite modérée ou les crypto-terroristes? Ou bien mettre un terme à la politique irrationnelle du « Assad doit partir », accepter la souveraineté du Gouvernement syrien, et rechercher avec détermination les moyens de parvenir au règlement politique de cette crise?

Pour finir, nous tenons à réaffirmer notre position : nous n'approuvons aucunement la violence contre les populations civiles en Syrie, ou n'importe où. Cela étant, nous sommes également opposés à l'octroi d'un appui financier ou logistique aux groupes armés non étatiques et aux rebelles qui coopèrent ouvertement avec des groupes terroristes et qui commettent de graves violations des droits de l'homme, notamment en se servant des civils comme boucliers humains. Voici la situation telle qu'elle se présente dans la partie est d'Alep : une population civile prise en otage par des groupes armés et des terroristes qui, si en lui en donne la possibilité, s'enfuira sans aucun doute pour commencer une nouvelle vie, libérée du joug des extrémistes et des terroristes.

M. Rosselli (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Je voudrais moi aussi remercier M. Staffan de Mistura, M. Stephen O'Brien et M. Geert Cappelaere pour leurs efforts infatigables.

Je me permettrai d'être un peu cynique aujourd'hui en disant que, à la présente séance, nous avons entendu la même chose que d'habitude – en pire. Nous continuons, dans nos déclarations, de condamner les bombardements des hôpitaux, des écoles et des infrastructures civiles. Staffan de Mistura a dit – et plusieurs d'entre nous ont pris note de ses observations – qu'une logique de guerre prévalait désormais dans les deux camps, qui sont notoirement décidés à continuer de suivre la logique militaire. Ce que M. De Mistura n'a pas dit, c'est qu'il s'agit d'une guerre absolument barbare, qui ne respecte même pas ces éléments baptisés de manière incompréhensible « règles de la guerre ».

Dans cette logique militaire, l'importance stratégique que revêt Alep pour les deux camps a pris le dessus sur toutes les valeurs, humaines comme humanitaires. Lorsque nous sommes venus siéger au Conseil, nos principales sources de préoccupation étaient les horreurs qui se succédaient sur les sites médiévaux de Medaya, Kefraya et Fouaa. Or, ces sites ont progressivement disparu de nos discussions, à mesure qu'Alep a commencé à gagner en importance stratégique et que nous avons donc commencé à nous préoccuper des horreurs auxquelles Alep est soumise et que, dans une autre séance, nous avons qualifiées de carnage et de massacre. Aujourd'hui, tous ceux qui combattent à Alep sont guidés par la logique et la barbarie de la guerre et bombardent sans discrimination les structures civiles, les maisons, les écoles et les hôpitaux.

Tous disent lutter contre les terroristes, or, lorsque l'on des cadavres d'enfants sont retirés des décombres d'écoles, on ne peut que supposer qu'ils n'étaient pas des terroristes. Lorsque des cadavres de patients sont retirés des décombres d'hôpitaux, on ne peut que supposer qu'ils n'étaient pas des terroristes; et lorsque des cadavres de femmes et de personnes âgées sont retirés des décombres de maisons et d'immeubles, on ne peut que supposer qu'ils n'étaient pas des terroristes. Mais apparemment, pour les uns comme pour les autres, tous ces endroits recèlent des terroristes. Ainsi, d'est en ouest et d'ouest en est, de l'air et d'où que ce soit, les bombes continuent de tomber et les gens continuent de mourir.

Il y a quelques jours, ici-même, nous avions cité le noble poète des États-Unis, Bob Dylan qui, dans sa chanson *Blowin' in the Wind*, se demandait « combien de morts faut-il pour qu'[un homme] comprenne que beaucoup trop de gens sont morts ». Il existe une formule très simple pour arrêter le massacre : un cessez-le-feu immédiat et sans conditions. C'est ainsi que le massacre prendra fin. Le projet de résolution sur lequel travaillent l'Égypte, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne nous semble être un instrument utile. Nous insistons donc pour qu'une chance soit donnée au peuple syrien en imposant un cessez-le-feu immédiat et sans conditions.

M. Seck (Sénégal) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Sénégal.

« Quel que soit le point de vue que l'on peut avoir sur le conflit syrien, qui entre dans sa sixième année, une image s'impose à tous : celle d'un pays ravagé par la guerre, un pays en champ de ruines, une terre de feu, de larmes et de sang. La situation en Syrie est l'une des pires catastrophes humanitaires de notre temps [...] et le décompte macabre n'en finit pas. Combien d'orphelins, combien de veufs et de veuves, combien de personnes âgées abandonnées à leur triste sort, sans aucune assistance, combien de blessés, handicapés à vie, combien de réfugiés et de personnes déplacées? Nul ne le sait en réalité.

Ce qui se passe en Syrie est insoutenable. Sous le fracas des bombes, réunion après réunion, négociation après négociation, résolution après résolution, des vies humaines sont anéanties, des maisons, des marchés, des

écoles, des hôpitaux sont réduits à néant, en violation de toutes les règles du droit international humanitaire. En dépit des efforts louables des organismes humanitaires et des bonnes volontés, c'est tout un peuple qui agonise, tout un pays qui s'effondre avec son économie et surtout son héritage socioculturel multiséculaire. Et pour combien de temps encore? » (*S/PV.7774, p. 16*)

Et pourtant,

> « le prix de la paix n'est jamais plus élevé que le coût de la guerre. C'est ce qui fonde la foi du Sénégal qu'une solution négociée de la crise syrienne est encore possible. » (*ibid.*)

Ces paroles ont été prononcées par le Président du Sénégal, M. Macky Sall, qui, dans cette salle même, le 21 septembre dernier – c'était sous la présidence néo-zélandaise –, s'est adressé au Conseil. C'est donc dire que la délégation sénégalaise remercie la France et le Royaume-Uni d'avoir pris l'initiative de la présente séance qui nous offre, une fois de plus, l'occasion de nous pencher sur la situation humanitaire en Syrie, mais pas seulement.

La délégation sénégalaise voudrait réitérer son appel en faveur d'une cessation des hostilités, notamment l'observation de trêves humanitaires permettant aux agences humanitaires, qu'elles soient onusiennes ou autres, d'assister les populations dans le besoin, en particulier à Alep. Nous tenons également à rappeler l'obligation qui incombe aux parties belligérantes en matière de respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. En rendant un hommage appuyé aux membres du personnel médical et humanitaire qui continuent, au péril de leur vie, à assister le peuple syrien dans sa quête de répit, d'un peu de répit pour une vie un peu normal, bref dans sa quête de dignité. Ma délégation saisit cette occasion pour lancer un appel aux parties aux différends, afin que les agences humanitaires puissent couvrir convenablement les objectifs mensuels qu'elles se sont fixés en la matière.

Pour prioritaire qu'elle soit, la prise en charge de la situation humanitaire catastrophique en Syrie n'est qu'une des dimensions symptomatiques de la crise politique dans ce pays, dont nous avons confié à M. de Mistura le soin de faciliter la négociation de la résolution. Nous renouvelons notre appel aux membres du Groupe international de soutien pour la Syrie, en particulier ses coprésidents – il faut les nommer, les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie – à redoubler d'efforts pour la cessation des hostilités, condition indispensable pour l'acheminement de l'assistance humanitaire, mais aussi condition principale à la relance du processus politique. Pour autant, le Conseil se doit de jouer effectivement le rôle de garant de la paix et de la sécurité internationales qui lui revient en vertu de la Charte, en prenant toutes ses responsabilités face à une détérioration continue de la situation sur le terrain.

Pour rappel, l'initiative interrégionale visant à porter le dossier syrien, en particulier la situation à Alep, initiative lancée par le Canada à l'intention de l'Assemblée générale des Nations Unies, traduit l'échec du Conseil, dont certains membres continuent d'étaler leurs dissensions sur le sujet. C'est la raison pour laquelle, et comme pis-aller, ma délégation renouvelle ses encouragements et son soutien à nos trois co-porteplumes que sont l'Espagne, l'Égypte et la Nouvelle-Zélande, dans leurs efforts pour porter la dimension humanitaire du conflit visant à l'adoption d'une résolution destinée à mettre un terme à la violence à Alep et à donner un souffle nouveau à la cessation des hostilités sur toute l'étendue du territoire syrien à travers la mise en œuvre effective de la résolution 2268 (2016).

Sous ce rapport, en plus de contribuer à la formulation de réponses pratiques à la situation humanitaire catastrophique, notre conviction est qu'une approche globale du dossier syrien devient plus que jamais nécessaire, dans ses dimensions politique, humanitaire, sécuritaire et de non-prolifération. Notre attention devrait davantage se focaliser également sur les effets sécuritaires, ceux-ci englobant la non-prolifération et la lutte antiterroriste, en particulier la lutte contre les groupes terroristes tels que l'État islamique et le Front el-Nosra. Pour avoir un tableau plus complet et plus clair de la situation, je réitère la proposition d'envisager une séance d'information conjointe de tous les mécanismes actuellement à l'œuvre sur la Syrie. Que cette séance d'information soit publique ou privée, elle doit être suivie de consultations à huis-clos sur les « différentes Syries » à l'effet de remettre en bonne perspective la genèse, l'évolution et les implications multiples internes, régionales et internationales de ce dossier et d'avancer quelque peu dans la voie d'une solution qui ne peut être que politique.

Le prix de la paix n'est jamais plus élevé que le coût de la guerre. Or, disait encore le Président Macky Sall, cette paix inter-syrienne est encore possible parce que la guerre ne peut être le destin de tout un peuple.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je voudrais, avant de lire ma déclaration, faire une brève remarque liminaire.

Nous avons noté que les participants à la présente séance, auxquels le Conseil de sécurité avait demandé une évaluation de la situation dans la ville syrienne d'Alep, ont présenté leurs exposés depuis Londres, Genève et Amman, respectivement. Pas un seul de ces représentants de l'ONU n'a fait un exposé depuis la Syrie, alors que lors de la dernière séance (voir S/PV.7817), Mme Elizabeth Hoff, représentante de l'Organisation mondiale de la Santé avait fait un exposé depuis Damas, fournissant beaucoup d'informations extrêmement utiles au Conseil, comme les membres s'en souviendront.

C'est un problème très grave puisque l'on a exclu des fonctionnaires des Nations Unies qui travaillent à Damas. C'est assez curieux en fait, et cela me rappelle un autre cas, où trois États membres du Conseil travaillaient sur un projet de résolution humanitaire sans établir de coordination ou tenir de consultations avec la délégation de la République arabe syrienne. C'est comme si ici, dans cette salle, nous recréions des scènes surréalistes tirées du roman bien connu de George Orwell *1984*, que tous les membres connaissent bien.

Encore une fois, les représentants et les trésoriers du Front el-Nosra et d'autres groupes terroristes affiliés se sont hâtés de convoquer une séance d'urgence du Conseil de sécurité pour tenter de secourir ces terroristes et de leur fournir un appui moral et politique alors que l'Armée arabe syrienne et ses alliés remportent des victoires contre les terroristes : le terrorisme « modérée » et le terrorisme « génétiquement modifié ».

Avant de passer à ma déclaration, je souhaite redire aux représentants au Conseil d'Abou Mohammed al-Julani, demi-frère d'Abou Bakr al-Baghdadi, chef de Daech, que leur exploitation continu du sang syrien et des souffrances du peuple syrien en qualifiant ce qui se passe en Syrie de simple crise humanitaire ne dissuadera pas le Gouvernement de la République arabe syrienne de s'acquitter, avec l'aide de ses alliés, de ses obligations constitutionnelles et juridiques qui consistent à lutter contre le terrorisme et à sauver les Syriens du fléau et des pratiques de ces groupes, conformément aux principes du droit international et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, tout comme n'importe quel État Membre souverain de l'Organisation des Nations Unies.

À cet égard, je voudrais lire, à l'intention de ceux qui exploitent le sang syrien, un extrait d'une lettre écrite par des enfants syriens et remise hier au Représentant résident de l'UNICEF à Damas. Il semble que le représentant de l'UNICEF, qui se joint à nous par visioconférence, n'ait pas eu vent de cette lettre dans laquelle les enfants protestent contre les attaques terroristes au missile contre leurs écoles :

> « Nous voulons aller à l'école sans peur des voitures piégées. Nous voulons jouer sans être soudain ciblés par des obus ou des bombes. Nous voulons vivre dans la sécurité, le bonheur, la joie et la paix. Le sang des enfants syriens adorés, tombés en martyrs dans les villes à travers le pays, n'aura pas coulé en vain. Il annonce en fait la victoire prochaine sur les forces de l'obscurantisme et du terrorisme. »

Cette citation, je le répète, provient d'une lettre écrite par les enfants d'Alep à l'UNICEF et sur laquelle je tenais à attirer l'attention de M. Cappelaere, puisqu'il participe à la séance d'aujourd'hui.

Les porte-parole du Front el-Nosra au Conseil et en dehors refusent d'entendre les voix de ces enfants. Ils refusent d'écouter les témoignages et récits effroyables des dizaines de milliers de Syriens qui ont été sauvés par l'armée syrienne et ses alliés à Alep, ces derniers jours, et qui décrivent ce que le Front el-Nosra et les groupes terroristes qui lui sont affiliés leur ont infligé depuis quatre ans. Ils leur ont fait subir des souffrances et une tragédie sans nom, allant même jusqu'à leur revendre l'aide humanitaire et le pain à prix d'or, réduisant les femmes en esclavage, enrôlant les enfants de force, utilisant les civils comme boucliers humains, et la liste ne s'arrête pas là. Voilà la réalité. Telles sont les histoires vraies que les médias rapportent 24 heures sur 24, sept jours sur sept, et elles n'ont rien à voir avec les contes des *Mille et une nuits* que certains se plaisent à réciter au Conseil.

Au passage, j'informe ma collègue, la représentante des États-Unis d'Amérique, que Daech, le Front el-Nosra et tous les autres groupes terroristes qui se livrent à l'esclavagisme des femmes ont établi une liste de prix pour les femmes qu'ils vendent sur le marché aux esclaves. Ces prix varient en fonction de l'âge des femmes et j'ai le regret de dire que, selon cette liste, certaines de mes collègues ici seraient vendues pour seulement 40 dollars. Voilà ce que vaut une femme esclave, seulement 40 dollars.

Libérer plus de 80 000 habitants d'Alep, y compris des dizaines de milliers d'enfants, n'a jamais été dans les intentions des ministères des affaires étrangères de la France, des États-Unis ou du Royaume-Uni. Voilà des années qu'ils proclament vouloir défendre ces civils, mais le fait que ces gouvernements aient appelé à imposer des sanctions contre la Russie et la Syrie suite à la libération de nos civils prouve que ces parrains du terrorisme exploitent les Syriens et s'en servent comme d'une monnaie d'échange bon marché pour protéger les terroristes en tout genre. Aujourd'hui, plusieurs centaines de civils qui voulaient quitter l'est d'Alep pour rejoindre la partie ouest de la ville, afin de fuir les zones tenues par les terroristes pour se réfugier dans celles protégées par l'armée syrienne, ont été tués par ces groupes terroristes génétiquement modifiés, ces terroristes « modérés » qui sont si chers au cœur des délégations du Royaume-Uni, de la France et des États-Unis.

C'est un secret de polichinelle dont personne ne veut parler. Ces groupes armés non étatiques, comme l'ont dit eux-mêmes M. De Mistura et M. O´Brien, préférant les qualifier de « groupes armés non étatiques » plutôt que de terroristes, ont empêché les civils de quitter la partie est d'Alep. Cela veut bien dire que ces groupes terroristes utilisent les civils comme boucliers humains.

La mascarade mise en scène aujourd'hui par certains membres du Conseil repose sur des déclarations trompeuses qui correspondent à la position de leurs différents gouvernements, lesquels pratiquent une forme de chantage tout à fait dévastatrice. Cette attitude n'empêchera pas le soleil de briller ni n'éclipsera le fait qu'aujourd'hui, dans certains quartiers d'Alep, les habitants ont retrouvé l'espoir et la promesse de vie depuis qu'ils ont été libérés par l'armée syrienne et ses alliés. Ces personnes disposent désormais des moyens de vivre décemment et ont reçu de la nourriture, des médicaments et de quoi se loger. Elles peuvent donc enfin goûter à la stabilité et à la sécurité après plus de quatre années de souffrances.

Les protagonistes de ce théâtre de l'absurde qui se font les porte-parole du Front el-Nosra au Conseil ne sont pas parvenus à discréditer la victoire militaire que représente la libération des habitants d'Alep des griffes du terrorisme. Ils n'ont pas non plus réussi à entacher les efforts humanitaires que le Gouvernement syrien et ses alliés et amis déploient pour venir en aide aux civils ainsi libérés du joug du terrorisme. Je signale à cet égard que le Gouvernement syrien a demandé ce jour au Bureau du Représentant résident des Nations Unies à Damas, comme le savent déjà M. De Mistura et M. O'Brien, de contribuer aux efforts de secours qu'il déploie pour alléger les souffrances de dizaines de milliers d'habitants à Alep, et de distribuer les stocks qui se trouvent dans les entrepôts des Nations Unies ou d'entreprendre toute autre activité permettant de répondre aux besoins essentiels de notre population. Je tiens à préciser que le Représentant résident se rendra à Alep demain, jeudi, le Gouvernement syrien ayant autorisé sa visite dans la ville. Nous verrons bien ce que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires est capable de faire.

Je veux saluer les efforts et le travail de la Russie, ce pays ami qui se tient aux côtés de la Syrie non seulement dans la guerre qu'elle mène contre le terrorisme, mais aussi dans tous les aspects de ses efforts humanitaires. Dernier exemple en date, le Président Vladimir Poutine a donné l'ordre aux ministères russes de la défense et des situations d'urgence d'envoyer des hôpitaux mobiles pour procurer des soins aux habitants d'Alep et de ses environs. Je souligne qu'il s'agit de vrais hôpitaux de campagne, pas de décors de carton-pâte destinés à produire toutes sortes de fictions héroïques au sujet des soi-disant Casques blancs – ce groupe fondé par James Le Mesurier, un officier des renseignements britannique, qui est apparemment d'ascendance française, soit dit en passant la nationalité de la personne qui a demandé la convocation de cette séance.

Il est temps que le rideau tombe sur cette comédie de l'absurde qui a donné lieu à un essor sans précédent du terrorisme et semé l'effroi et la panique dans l'opinion publique mondiale, puisque ce terrorisme touche désormais toutes les parties du monde. Les pays que j'ai mentionnés doivent réaliser que l'on ne peut pas utiliser le terrorisme pour transformer Alep en une nouvelle Kandahar. Cela n'arrivera pas, même pas dans leurs rêves – ou plutôt leurs cauchemars – les plus fous.

Il est regrettable que ces politiques irresponsables ne se limitent pas aux gouvernements des États Membres de l'ONU, mais soient aussi appliquées par de hauts responsables du Secrétariat qui qualifient « de totalement incertain » le sort des dizaines de milliers de civils qui ont été libérés des griffes du terrorisme par l'armée syrienne et ses alliés. C'est un peu comme s'ils s'empressaient d'appuyer les terroristes et de leur dire : « Continuez vos actes de terrorisme modéré, nous vous couvrons au Conseil de sécurité! »

Le fait est, avec tous les dangers que cela comporte, que certains au Conseil de sécurité se sont dérobés à leur responsabilité de combattre le terrorisme et de maintenir la paix et la sécurité internationales, et ont transformé cet organe en un théâtre de tensions politiques et de chantage dans le contexte de l'examen de la guerre terroriste qui est imposée à la Syrie. À tel point que ces pays se sont de fait opposés à ce que des groupes terroristes soient désignés comme tels par le Conseil, le dernier exemple en date étant, comme tout le monde sait, que les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont refusé que Jeïch el-islam et Ahrar el-Cham soient inscrits sur les listes des comités de sanctions.

Ils se sont également dérobés à leur responsabilité pour l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2253 (2015). Ils détournent leur regard lorsque d'autres pays soutiennent ces groupes terroristes en leur fournissant un appui médiatique, financier et logistique illimité, en plus des fatwas takfiristes, wahhabites, et djihadistes, et en ouvrant les frontières aux combattants terroristes étrangers et aux armes. Tout cela est fourni par le régime d'Al-Saud, le parrain du terrorisme mondial; par le régime d'Erdoğan – il a l'illusion d'être le sultan de son époque –, régime qui est le véritable soutien de l'organisation mondiale des « Frères musulmans »; et par le régime d'Al-Thani au Qatar, qui est le principal commanditaire et soutien du Front el-Nosra; le Ministre qatarien des affaires étrangères a confirmé il y a deux jours, dans une déclaration à l'agence Reuters, que son pays continuerait de fournir un appui et des armes aux terroristes en Syrie même si le prochain Gouvernement des États-Unis cesse son soutien. Je conclus, bien entendu, par le régime de Hasaballah XIV. Je décernerai un prix à quiconque sait qui est ce dernier.

Cela est également conforme au rôle destructeur joué par Israël, qui fournit un appui aux organisations terroristes dans la zone de séparation et dans les environs de la ville de Deraa, en particulier au Front terroriste el-Nosra. À cet égard, je tiens à mentionner l'agression israélienne qui a eu lieu la nuit dernière et qui ne l'a été par aucun des intervenants aujourd'hui. Une attaque israélienne s'est produite, tard la nuit dernière, contre Al-Sabboura, dans la partie ouest de la périphérie rurale de Damas. Des avions de guerre israéliens ont tiré deux missiles depuis l'espace aérien libanais – une tentative désespérée faite par l'occupation israélienne pour remonter le moral des organisations terroristes takfiristes, qui sont en train de s'effondrer après leurs lourdes défaites dans de nombreuses zones, en particulier dans la partie ouest de la périphérie rurale de Damas.

Pour terminer, je demande encore une fois aux membres timorés du Conseil de sécurité qui continuent de sympathiser avec les terroristes génétiquement modifiés/modérés de reprendre les ordures barbares qu'ils ont exportées chez nous pendant les cinq dernières années. S'ils les veulent, qu'ils en prennent soin en établissant des zones autonomes dans leurs propres villes en Europe, aux États-Unis et ailleurs. Qu'ils les prennent s'ils les veulent. Qu'ils prennent le Front el-Nosra. Qu'ils prennent ses membres. Qu'ils leur donnent des visas d'entrée et des cartes de résident. Ils seraient de bons terroristes dans ces pays-là.

Mon gouvernement reste attaché à sa politique d'équilibre entre la priorité de la lutte contre le terrorisme, en tant que principale menace à la sécurité et à la stabilité dans l'ensemble de la Syrie, d'une part, et la recherche d'une solution politique sous direction syrienne, fondée sur un dialogue intersyrien, sans aucune ingérence extérieure ni condition préalable, d'autre part. Le Gouvernement syrien continue donc d'attendre une invitation de M. de Mistura pour reprendre le dialogue syrien, que ce dernier a suspendu en mai.

Le Président : Avant de lever la séance, et alors que tire à sa fin la présidence sénégalaise du Conseil de sécurité, je voudrais rectifier d'abord une erreur. Au début de mon propos, je n'ai pas remercié, félicité et encouragé les intervenants de ce matin et de cet après-midi : M. Staffan de Mistura, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie; M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence; et M. Geert Cappelaere, Directeur régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de l'UNICEF. Leurs témoignages et leurs exposés ont jeté un éclairage bien net sur nos travaux.

Il m'est particulièrement agréable, par ailleurs, d'exprimer la profonde gratitude de la délégation sénégalaise pour l'aimable coopération que les membres du Conseil de sécurité – mes collègues, les représentants permanents, et leurs collaborateurs – lui ont apportée tout au long de ce mois de novembre, pour conduire un programme particulièrement chargé. Je vois dans ce soutien, certes, l'expression de leur engagement constant pour la paix et la sécurité dans le monde, mais aussi l'excellence des relations qui unissent chacun de leurs pays au mien.

J'associe à ces remerciements tous les membres du Secrétariat, à commencer par le Secrétaire général Ban Ki-moon lui-même, le personnel administratif et technique des services de conférence, très compétent, et les interprètes, en passant par les représentants et envoyés spéciaux, sans oublier les préposés à la sécurité. Une mention spéciale est réservée à Mme Hasmik Egian et à toute la Direction des affaires du Conseil de sécurité, dont le professionnalisme et la disponibilité ont été exemplaires à tous points de vue.

Je ne saurais omettre d'étendre nos remerciements à nos partenaires de la presse en général, à celle accréditée auprès de l'Organisation des Nations Unies et, en particulier, à nos amis du « stakeout ».

Au terme de ce mois, nous pouvons nous féliciter d'avoir su dégager un consensus autour de plusieurs questions importantes dont nous étions saisis. Nous n'aurions pu y parvenir seuls, ni sans l'ardeur à la tâche, l'appui et le concours de chacun des membres du Conseil. Alors que notre présidence se termine, je sais que tous les membres du Conseil s'associent à moi pour souhaiter très bonne chance à la délégation de l'Espagne, qui prend la présidence pour le mois de décembre.

La séance est levée à 14 h 15.